ANNEXE AU DECRET N°2003/011 RELATIF A LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE DE L'ETAT

TABLE DE MATIERES

I - LA STRUCTURE DU NUMERO D'IMPUTATION BUDGETAIRE

I.1 - L'IMPUTATION BUDGETAIRE DES DEPENSES

Les opérations budgétaires en dépense sont identifiées par un numéro en 17 chiffres subdivisé en année budgétaire, chapitre, section, article et paragraphe. Ce numéro donne le code d'imputation budgétaire des dépenses publiques.

L'exécution du budget de l'Etat repose sur une nomenclature en deux classifications : une classification des unités administratives destinataires de la dépense et une classification des natures économiques de la dépense.

Pour les besoins de la préparation et du suivi du Budget de l'Etat, cette nomenclature d'exécution est complétée par un identifiant fonctionnel appelé code fonctionnel.

I.2 - L'IMPUTATION BUDGETAIRE DES RECETTES

L'imputation budgétaire des recettes est constituée par un numéro en 4 caractères numériques, correspondant au paragraphe budgétaire, qui identifie la nature économique des opérations budgétaires.

Toutefois dans le cas des recettes affectées, les opérations budgétaires peuvent également être identifiées par la fonction et la destination correspondant à l'unité administrative destinataire à laquelle la recette est affectée.

I.3 - L'ANNEE BUDGETAIRE

Le code année budgétaire en deux chiffres vient en tête du numéro d'imputation budgétaire. Il est incrémenté d'une unité à chaque nouvel exercice budgétaire avec pour base l'année 2003 codée 37.

I.4 - LE CHAPITRE BUDGETAIRE

Le chapitre identifie l'institution ou le ministère destinataire de la dépense ou de la recette. Il est numéroté par un code en deux chiffres. Le ministère destinataire de la dépense est celui dont les activités, qu'elles soient directes ou sous tutelle, bénéficient de la dépense même s'il n'en est pas gestionnaire.

I.5 - LA SECTION BUDGETAIRE

La section identifie la destination fonctionnelle de la dépense ou de la recette. Elle est codée en trois chiffres selon une classification en trois niveaux des fonctions de l'administration publique.

I.6 - L'ARTICLE BUDGETAIRE

L'article identifie l'unité administrative destinataire de la dépense ou de la recette ; il est constitué de trois codes : · un code en deux chiffres qui permet de définir la catégorie de service et le mode de gestion de la dépense, · un code géographique en deux chiffres lorsque le destinataire de la dépense est un organisme déconcentré ou décentralisé dans les provinces, · un numéro d'ordre en deux chiffres, soit au total six chiffres.

I.7 - LE PARAGRAPHE BUDGETAIRE

Le paragraphe identifie la nature économique de la recette et de la dépense. Il est numéroté selon un code en quatre chiffres. Il s'applique selon une même classification à toutes les catégories de recettes et de dépenses.

Subdivisions Budgétaires	Critères de classification des dépenses et des recettes	Code	Nombre de position
ANNEE BUDGETAIRE	Année Budgétaire	CODE ANNEE	2
CHAPITRE	Ministère destinataire de la dépense ou de la recette	CODE MINISTERE	2
SECTION	Fonction destinataire de la dépense ou de la recette	CODE FONCTION	3
ARTICLE	Unité Administrative destinataire de la dépense ou de la recette	CODE DESTINATION	6
PARAGRAPHE	Nature de la dépense ou de la recette	CODE ECONOMIQUE	4

II - LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

1 - PRESENTATION GENERALE

2.1 - LA NOTION DE FONCTION

La fonction d'une unité administrative est son rôle caractéristique dans l'administration et auprès de ses usagers ; c'est-à-dire, ce qu'elle doit accomplir pour répondre aux besoins des usagers dans le domaine qui est le sien.

Pour exercer sa fonction, cette unité administrative doit développer un certain nombre d'activités spécifiques. En définitive, une fonction est un groupe d'activités spécifiques d'une administration dans son ensemble ou des unités administratives qui la constituent.

2.2 - LA DEFINITION DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

La classification fonctionnelle recense ces activités, les met en cohérence entre elles et les regroupe d'après ces cohérences. De ces regroupements ressortent les fonctions de l'Administration dans les différents domaines d'activité de l'Etat.

Elle favorise ainsi approche dynamique permettant de raisonner en termes d'activité et visant à mesurer l'ensemble des moyens financiers destinés à ces activités.

S'appliquant à toutes les catégories de dépense, qu'il s'agisse de dépenses de fonctionnement ou de dépenses d'investissement, à toutes les activités de l'administration, à tous les services et organismes consommateurs de crédits publics, ces fonctions permettent de mieux appréhender les résultats de l'utilisation des crédits budgétaires :

- elles permettent des analyses sectorielles et fonctionnelles des dépenses budgétaires et contribuent ainsi à guider les choix et les décisions ;
- elles facilitent l'unité budgétaire puisque dénominateurs communs à toutes les catégories de dépense, qu'il s'agisse de dépenses de fonctionnement des services ou de dépenses d'investissement, qu'il s'agisse de dépenses de personnel, de dépenses en matériel ou de dépenses financières ;
- elles permettent une comparaison dans le temps des dépenses des administrations publiques en les codifiant en dehors de leur cadre ministériel indépendamment des remaniements ministériels ou des restructurations internes aux ministères ;
- elles autorisent les comparaisons internationales car les structures ministérielles diffèrent d'un pays à l'autre alors que les fonctions principales de l'Etat restent universelles ;
- enfin, elles contribuent à la transparence budgétaire en obligeant à une définition plus précise des lignes du Budget des dépenses.

2.3 - LA STRUCTURE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

La logique et l'architecture de la classification fonctionnelle partent de chacun des grands domaines d'activité de l'Etat, les grandes fonctions de l'Etat étant identifiées et classées dans chacun d'entre eux. Les activités constitutives de ces grandes fonctions sont ensuite regroupées et présentées dans la structure ainsi constituée.

La classification des fonctions de l'administration publique est donc organisée en trois niveaux et codifiée en trois chiffres au total :

- le premier niveau, codifié en un chiffre, identifie les domaines d'activité appelés secteurs ; il y a dix secteurs ;
- le deuxième niveau, codifié en deux chiffres, identifie dans chaque domaine d'activité, les grandes fonctions de l'Etat appelées fonctions principales : il y a 69 fonctions principales ;
- le troisième niveau, codifié en trois chiffres, identifie pour chaque fonction principale, les grandes activités de l'Administration spécifiques de leurs fonctions ; ces grandes activités sont regroupées en fonctions secondaires. Il y a entre une et dix fonctions secondaires pour chaque fonction principale.

Elle permet donc d'attribuer un code à chaque ligne budgétaire, pour chaque unité administrative destinataire de la dépense, qui s'intègre dans la nomenclature générale des opérations budgétaires. Ce code appelé " code fonctionnel " introduit ainsi une information fonctionnelle dans le numéro d'imputation budgétaire.

Le " *code fonctionnel* " permet de codifier en trois chiffres, la fonction budgétaire dans le numéro d'imputation budgétaire. Ce dernier comprend donc une nouvelle partie, la "section budgétaire" entre le chapitre et l'article.

Le budget comprend également une annexe fonctionnelle qui présente les dépenses à partir des fonctions. Pour la présentation de cette annexe, les dépenses sont d'abord réparties par

secteurs puis par fonctions ; pour le budget fonctionnel, la section budgétaire doit venir en tête du numéro budgétaire, c'est-à-dire devant le chapitre.

2 - PRESENTATION DETAILLEE

2.4 - LES SECTEURS D'ACTIVITES DE L'ETAT

On convient de désigner par le mot "*secteur*", chacun des grands domaines d'activité de l'Administration Camerounaise, identifiés et définis à partir des besoins collectifs fondamentaux.

On peut ainsi déterminer 10 secteurs d'intervention de l'Etat. Certains de ces secteurs sont propres à l'Etat (souveraineté, défense et sécurité, administration générale et financière). D'autres sont partagés avec des agents économiques privés (enseignement, communication et culture, santé, affaires sociales, infrastructures, production et commerce).

2.4.1 - LA LISTE DES SECTEURS

Les dix secteurs constituent un premier niveau de la classification fonctionnelle générale. Ils sont numérotés de 1 à 9. Ces secteurs ont été déterminés par regroupement cohérent des activités existantes de l'Etat. Le secteur, numéroté " 0 ", permet de coder les activités qui ne peuvent être réparties par fonctions.

LES 10 SECTEURS D'ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION CAMEROUNAISE

Secteur 1 : SOUVERAINETE

Secteur 2 : DEFENSE ET SECURITE

Secteur 3 : ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE

Secteur 4 : ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE

Secteur 5 : COMMUNICATION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

Secteur 6 : SANTE

Secteur 7 : AFFAIRES SOCIALES

Secteur 8 : INFRASTRUCTURES

Secteur 9 : PRODUCTION ET COMMERCE

Secteur 0 : ACTIVITES NON REPARTIES PAR FONCTIONS

2.4.2 - La numérotation des secteurs La numérotation des secteurs part de ce qui est le plus caractéristique du rôle de l'Etat. La souveraineté - et se termine par ce qui est le moins de son domaine, c'est-à-dire les activités industrielles et commerciales.

2.5. LES GRANDES FONCTIONS DE L'ADMINISTRATION

2.5.1. Les fonctions principales

Il a été dit, ci-dessus, que les fonctions sont des ensembles d'activités spécifiques qui, à l'intérieur de l'un des secteurs, ont été regroupés selon des cohérences et des critères propres à ce secteur. Ces fonctions sont appelées, par convention, fonctions principales, lorsque l'on considère qu'on ne peut pas aller plus loin dans ce regroupement d'activités.

Les fonctions principales s'exécutent ainsi directement dans le cadre des grands secteurs d'activité de l'Etat. Ainsi les analyses budgétaires ont-elles souvent intérêt à en rester à ce niveau lorsqu'elles cherchent à obtenir une vue fonctionnelle plus synthétique de l'évaluation des activités de l'Etat.

2.5.2 - La question des fonctions transversales

Certaines activités posent des difficultés de classement parce qu'elles concourent en même temps à plusieurs fonctions et regroupent des activités communes à plusieurs secteurs ou à plusieurs fonctions principales. On les appelle "*fonctions transversales*".

- Le problème se pose en premier lieu pour les dépenses de formation car elles représentent une proportion importante des efforts de l'Etat dans de nombreux domaines : agriculture et élevage, forêts, communication, sports, santé, affaires sociales, défense, sécurité intérieure, énergie, télécommunications, travaux publics, etc alors qu'elles peuvent être considérées comme des finalités en elles-mêmes et donc comme des fonctions principales.

Afin de ne pas perdre le caractère sectoriel des différentes formations, la nomenclature budgétaire les considère comme fonctions secondaires des différentes fonctions principales. Il existe donc une fonction secondaire de formation dans la plupart des fonctions principales ; elle est repérable parce que codée par le chiffre 9 au troisième niveau du code fonctionnel ; ce qui permet de faciliter le regroupement de l'ensemble des formations professionnelles, si nécessaire. Une fonction principale "*Formation Professionnelle*" existe néanmoins pour les formations non spécialisées.

- Il en est de même des activités de recherche qui participent de plusieurs secteurs ou fonctions principales (santé, agriculture, élevage, pêche, par exemple). Lorsqu'il s'agit exclusivement de recherches appliquées, il a été estimé plus judicieux de les laisser, comme les formations, dans la fonction principale à laquelle elles participent. Comme pour les formations également, il a été créé une fonction principale "*Recherche*" dans le secteur 4 pour les recherches qui sont plus générales et pas immédiatement opérationnelles.

- Le commerce peut être considéré comme une fonction en soi mais la classification fonctionnelle intègre les activités commerciales à d'autres fonctions auxquelles elles participent (économie générale, affaires rurales, élevage, pêche, mines, tourisme, transport, etc). Ainsi le commerce est considéré comme une fonction secondaire des différentes fonctions principales du secteur 9 "*Production et Commerce*".

2.6. LES FONCTIONS SECONDAIRES

Moins finalisées et plus proches des activités de base, c'est-à-dire des activités proprement dites des services, les fonctions secondaires constituent un niveau intermédiaire qui facilite la lecture du budget, les analyses et l'évaluation des fonctions principales auxquelles elles participent. Le regroupement des activités des services, le plus rationnel possible, permet d'identifier ces fonctions secondaires et de les traduire en termes budgétaires, c'est-à-dire les évaluer.

Ainsi sont obtenues avec plus de finesse, les données nécessaires aux choix fondamentaux de l'analyse fonctionnelle indispensable à la préparation et au suivi budgétaire. L'ensemble des

opérations budgétaires de dépense d'une fonction secondaire, toutes catégories confondues (fonctionnement, investissements, transferts), constitue un groupe bien homogène qu'il y a intérêt à isoler pour être en mesure de suivre les activités qu'il rassemble, indépendamment des remaniements ministériels ou des réorganisations internes. Ces regroupements permettent, d'autre part, de comparer entre elles les dotations en crédits par masses fonctionnelles regroupant plusieurs services.

La classification budgétaire considère comme des entités, ces ensembles de destinations budgétaires ainsi rassemblées qui constituent chacune des fonctions secondaires. On obtient ainsi un ensemble cohérent de composantes des fonctions principales qui permet de mieux cerner ces dernières et de les évaluer avec plus de précision. Les fonctions secondaires sont identifiées d'abord par le code de la fonction principale à laquelle elles participent puis au sein de ce code, par un numéro d'ordre qui constitue le troisième chiffre du code fonctionnel des unités administratives destinataires de crédits publics.

2.7. LA LISTE CLASSEE DES FONCTIONS PRINCIPALES ET DES FONCTIONS SECONDAIRES REPARTIES PAR SECTEURS

Les fonctions principales et secondaires sont présentées dans la liste jointe en annexe, numérotées en deux chiffres pour les fonctions principales, en trois chiffres pour les fonctions secondaires. Elles sont réparties entre les 10 secteurs.

1. Souveraineté

Le secteur souveraineté rassemble les fonctions de pouvoirs publics qui sont exercées par les grandes institutions de l'Etat :

- organes exécutifs, cabinets et services rattachés à la Présidence de la République, au Premier Ministère, organes de contrôle supérieur de l'Etat,
- organes législatifs et consultatifs : Parlement, Conseil Economique et Social,
- organes juridictionnels, institutions judiciaires,
- relations extérieures.

1.1 - Fonctions présidentielles

- 1.1.0 - Dépenses non classées des fonctions présidentielles
- 1.1.1 - Administration générale de la Présidence
- 1.1.2 - Interventions de la Présidence
- 1.1.3 - Activités diplomatiques de la Présidence
- 1.1.4 - Ordres Nationaux
- 1.1.6 - Recherches Extérieures
- 1.1.7 - Sécurité et Garde Présidentielle

1.2 Fonctions législatives

- 1.2.0 - Dépenses non classées des fonctions législatives
- 1.2.1 - Assemblée Nationales
- 1.2.3 - Sénat

1.3 Fonctions gouvernementales

- 1.3.0 Dépenses gouvernementales non classées
- 1.3.1 Administration générale des Services du Premier Ministère
- 1.3.2 Interventions du Premier Ministre

- 1.3.3 Travail gouvernemental
- 1.3.4 Bonne gouvernance et lutte contre la corruption.

1.4 Fonctions judiciaires

- 1.4.0 Dépenses non classées des fonctions judiciaires
- 1.4.1 Administration générale de la Justice
- 1.4.2 Affaires réservées du Président de la Cour Suprême
- 1.4.3 Tribunaux et infrastructures judiciaires
- 1.4.4 Jugement des comptes
- 1.4.5 Elaboration des lois - publications juridiques
- 1.4.6 Défense libertés et droits de la personne
- 1.4.8 Coordination juridique internationale.

1.5 Fonctions consultatives

- 1.5.0 Dépenses non classées du Conseil Economique et Social
- 1.5.2 Conseil Economique et Social

1.6 Fonctions de contrôle

- 1.6.0 Dépenses non classées du Conseil Economique et Social
- 1.6.2 Contrôle Supérieur de l'Etat
- 1.6.3 Contrôle des comptes de la Nation

1.7 Fonctions de relations extérieures

- 1.7.0 Dépenses non classées des relations extérieures
- 1.7.1 Administrations des affaires extérieures
- 1.7.3 Protocole et activité diplomatique
- 1.7.4 Coopération régionale
- 1.7.5 Coopération internationale
- 1.7.6 Représentations à l'étranger 1.7.7 Organisations internationales

1.8 Fonctions d'aides économiques à l'extérieur

- 1.8.7 Fonds de développement

2. Défense et sécurité

Ce secteur regroupe les fonctions traditionnelles de défense qui ont en charge la sécurité du territoire ainsi que les affaires de sécurité publique à l'intérieur : police, unités pénitentiaires, sécurité civile et lutte contre les incendies.

2.1 Administration générale de la défense et de la sécurité

- 2.1.0 Dépenses non classées de la défense
- 2.1.1 Affaires communes Défense et Sécurité
- 2.1.5 Logistique et infrastructure militaire
- 2.1.6 Opérations et manœuvres
- 2.1.7 Sports militaires
- 2.1.8 Coopération militaire internationale
- 2.1.9 Ecoles et centres d'instruction interarmes

2.2 Défense terrestre

- 2.2.1 Administration de l'armée de terre

- 2.2.2 Infrastructures armée de terre
- 2.2.3 Régions militaire
- s 2.2.4 Unités opérationnelles de l'armée de terre
- 2.2.6 Réhabilitation, maintenance des équipements

2.3 Défense de l'armée de l'air

- 2.3.1 Administration de l'armée de l'air
- 2.3.2 Infrastructures aériennes
- 2.3.3 Unités et bases aériennes
- 2.3.6 Réhabilitation, maintenance des avions/équipements
- 2.3.9 Formations armée de l'air

2.4 Défense maritime

- 2.4.1 Administration de la marine
- 2.4.2 Infrastructures de la Marine
- 2.4.3 Unités et bases navales
- 2.4.3 Réhabilitation, maintenance des navires/équipements

2.5 Sécurité intérieure et police

- 2.5.0 Dépenses non classées de la sûreté nationale
- 2.5.1 Administration de la Sûreté Nationale
- 2.5.3 Identification, police judiciaire et administrative
- 2.5.4 Contrôle des frontières
- 2.5.6 Maintien de l'ordre
- 2.5.7 Renseignements généraux
- 2.5.8 Transmission et logistique
- 2.5.9 Ecoles et Centres de formation de police

2.6 Sécurité et Gendarmerie

- 2.6.1 Administration de la Gendarmerie
- 2.6.3 Logistique de la Gendarmerie 2.6.4 Organisation et stratégie
- 2.6.5 Maintien de l'ordre 2.6.6 Police judiciaire et administrative
- 2.6.7 Interventions spéciales 2.6.9 Formations de la Gendarmerie

2.8 Administrations des Prisons

- 2.8.1 Administrations pénitentiaires
- 2.8.2 Unités pénitentiaires
- 2.8.3 Réhabilitation des infrastructures pénitentiaires
- 2.8.4 Humanisation du traitement des prisonniers
- 2.8.9 Formation des gardiens de prison 2.9 Protection civile et lutte contre les incendies
- 2.9.1 Administration protection civile et incendie
- 2.9.2 Affaires de protection civile
- 2.9.3 Lutte contre les incendies
- 2.9.4 catastrophes
- 2.9.6 Réhabilitation, maintenance matériels incendies

3. Administration Générale et Financière

Ce secteur rassemble des fonctions d'exécution qui permettent de mettre en œuvre les décisions souveraines de l'Etat, le niveau décisionnel restant du domaine du secteur 1. Elles

sont tournées vers l'administration intérieure du pays : administration territoriale, affaires financières et budgétaires, planification et statistiques, personnel et services généraux de l'administration.

3.1 Affaires générales des finances

3.1.0 Dépenses non classées des Finances et de l'Economie

3.1.1 Administration générale des finances

3.1.2 Administration générale des investissements

3.1.7 Prévision

3.2 Collecte des ressources et trésor

3.2.1 Affaires communes de la collecte des ressources

3.2.2 Collecte des impôts et taxes

3.2.3 Collecte des taxes douanières

3.2.4 Trésor - comptabilité publique

3.2.6 Collecte des recettes de services

3.2.7 Recherche et mobilisation des ressources : emprunts et dons

3.2.9 Formation à la collecte des ressources

3.3 Programmation, budgétisation et dépense publique

3.3.1 Administration générale du Budget et de la Dépense

3.3.2 Elaboration du budget

3.3.3 Exécution du budget

3.3.4 Solde

3.3.5 Marchés publics

3.3.6 Contrôle des dépenses

3.3.7 Programmation

3.3.8 Gestion de la dette publique

3.4 Administration du personnel de l'Etat et organisation administrative

3.4.0 Dépenses non classées de la fonction publique

3.4.1 Administration générale du personnel de l'Etat

3.4.2 Gestion des ressources humaines de l'Etat

3.4.3 Mise à jour du fichier du personnel de l'Etat

3.4.4 Réforme administrative

3.4.5 Contrôle interne

3.4.8 Organisation des effectifs (POE)

3.4.9 Formation à l'administration et concours de l'Etat

3.5 Planification, statistiques et aménagement du territoire

3.5.1 Affaires communes planification et statistiques

3.5.2 Planification

3.5.3 Aménagements du territoire et SDR

3.5.4 Statistiques

3.5.7 Population et recensement

3.6 Services généraux de l'administration

3.6.1 gestion des bâtiments administratifs

3.6.2 Journal officiel

3.6.3 Informatique de l'administration

- 3.6.4 Elections
- 3.6.5 fêtes nationales et manifestations
- 3.6.6 Météorologie et informations géographiques
- 3.6.7 Conservation des archives
- 3.6.8 Gestion des garages administratifs
- 3.6.9 Imprimerie nationale

3.7 Administration du territoire

- 3.7.0 Dépenses non classées de l'Administration du territoire
- 3.7.1 Affaires communes de l'administration territoriale
- 3.7.2 Administration territoriale principale
- 3.7.3 Administration territoriale secondaire
- 3.7.4 Infrastructure de l'administration territoriale

3.8. Collectivités locales

- 3.8.1 Administration générale des collectivités locales
- 3.8.2 Appui aux collectivités locales
- 3.9 Autres réformes institutionnelles
- 3.9.1 Suivi des programmes économiques
- 3.9.2 Participations, privatisations, restructuration
- 3.9.9 Autres réformes institutionnelles

4. Enseignement, Formation et Recherche

Ce secteur regroupe les activités qui sont du domaine de la connaissance : tous les types d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur, professionnel) y compris les activités hors niveau (alphabétisation, SAR/SM).

4.1 Administration générale de l'enseignement

- 4.1.0 Dépenses non classées de l'éducation
- 4.1.1 Affaires communes aux différents niveaux d'enseignement
- 4.1.3 Organisation des examens du secondaire
- 4.1.4 Appuis aux établissements privés

4.2 Enseignement primaire et préscolaire

- 4.2.1 Administration de l'enseignement de base
- 4.2.2 Inspection des écoles primaires et maternelles
- 4.2.3 Gestion des écoles primaires et maternelles
- 4.2.4 Recrutement des instituteurs
- 4.2.5 Appuis aux écoles maternelles et primaires privées
- 4.2.6 Développement des écoles primaires
- 4.2.8 Distribution des livres scolaires primaires
- 4.2.9 Formation et pédagogie des instituteurs

4.3 Enseignement secondaire général

- 4.3.1 Administration de l'enseignement secondaire général
- 4.3.2 Inspection de l'enseignement secondaire général
- 4.3.3 Gestion des lycées d'enseignement secondaire général
- 4.3.4 Gestion des collèges d'enseignement général
- 4.3.5 Appuis aux écoles privées du secondaire général

4.3.6 Développement des établissements du secondaire général

4.3.9 Formation/pédagogie des enseignants du secondaire

4.4 Enseignement secondaire technique

4.4.1 Administration de l'enseignement technique

4.4.2 Inspection de l'enseignement secondaire technique

4.4.3 Gestion des lycées d'enseignement secondaire technique

4.4.4 gestion des CETIC et CETIF secondaire technique

4.4.5 Appuis aux écoles privées du secondaire technique

4.4.6 Développement des établissements du secondaire technique

4.4.9 Formation et pédagogie des enseignants

4.5 Formation professionnelle

4.5.0 Dépenses non classées de la formation professionnelle

4.5.1 Administration de la formation professionnelle

4.5.2 Ecoles professionnelles

4.5.3 Centres des métiers

4.5.7 Développement de la formation professionnelle

4.5.9 Insertion professionnelle FNE

4.6 Enseignement supérieur

4.6.0 Dépenses non classées de l'enseignement supérieur

4.6.1 Administration de l'enseignement supérieur

4.6.2 Assistance aux étudiants, œuvres universitaires

4.6.3 Universités et grandes écoles

4.6.5 Orientations professionnelles

4.6.7 Echanges internationaux

4.6.9 Formations de formateurs

4.7 Recherche et innovation

4.7.0 Dépenses non classées de la recherche

4.7.1 Administration de la recherche scientifique et technique

4.7.2 Politique et coopération scientifique

4.7.3 Recherche agricole

4.7.4 Recherche médicale, nutritionnelle et plantes médicinales

4.7.5 Recherche et géoscience et en énergie

4.7.6 Recherche sciences humaines et sociales!

4.7.7 Nouvelles technologies information et communication

4.7.8 Valorisation des résultats de la recherche et application industrielle 4.7.9 Formation de chercheurs

4.8. Enseignement hors niveau

4.8.3 Sections artisanales rurales et ménagères

4.8.4 Alphabétisation

5. Communication, Culture, Loisirs et Sports

Ce secteur concerne les activités relatives aux sports et au domaine socio-éducatif ainsi que celles qui sont tournées vers la culture sous toutes ses formes.

Il concerne également la presse, l'édition, la radio et la télévision. Sont comprises également les dépenses de soutien à la vie associative, aux loisirs des jeunes. Les activités qui concernent les zoos, parcs et jardins avec une finalité de loisir font également partie de ce secteur.

5.2 Culture et arts

- 5.2.1 Dépenses non classées de la culture
- 5.2.2 Administration de la culture
- 5.2.3 Action culturelle et soutien aux associations
- 5.2.4 Patrimoine et musées
- 5.2.5 Cinéma et audiovisuel
- 5.2.6 Arts et lettres
- 5.2.7 Langues nationales
- 5.2.8 Echanges culturels internationaux
- 5.2.9 Formations artistiques

5.3 Communication, radio, télévision, édition, presse

- 5.3.0 Dépenses non classées de la communication
- 5.3.1 Administration de la communication
- 5.3.2 Edition et presse
- 5.3.3 Production radiotélévision
- 5.3.4 Transmission civiles
- 5.3.5 Centres de communication
- 5.3.6 Information officielle
- 5.3.8 Action internationale en faveur de la communication
- 5.3.9 Formation aux techniques de communication

5.4 Affaires communes Jeunesse et Sports

- 5.4.0 Dépenses non classées de la Jeunesse et Sports
- 5.4.9 Formation de formateurs et moniteurs pour la Jeunesse et les Sports

5.5 Vie associative et loisirs des jeunes

- 5.5.1 Administration de la vie associative et de la jeunesse
- 5.5.2 Centre de jeunesse et animation de jeunes
- 5.5.3 Activités de loisir et vacances, centres aérés
- 5.5.5 Développement des infrastructures socio-éducatives
- 5.5.6 Echanges de jeunes
- 5.5.8 Action internationale en faveur de la Jeunesse et des loisirs

5.6 Sports

- 5.6.1 Administration générale des sports
- 5.6.2 Compétitions
- 5.6.3 Education physique et sportive
- 5.6.4 Sports de masse
- 5.6.5 Développement des infrastructures sportives
- 5.6.8 Coopération internationale pour le sport

6. Santé

Ce secteur regroupe toutes les activités de la santé : hôpitaux et autres formations sanitaires civiles et militaires (construction, entretien, équipement fonctionnement et gestion).

Sont comprises également toutes les questions qui touchent aux soins, à la pharmacie, à la distribution des médicaments, à la prévention contre les grandes maladies et la lutte contre les épidémies, à l'hygiène sociale et la prophylaxie, la protection maternelle et infantile, la formation des personnels médicaux et paramédicaux, la prévoyance des soins d'urgence et des catastrophes.

6.1 Administration de la santé

- 6.1.0 Dépenses non classées de la santé
- 6.1.1 Administration générale de la santé
- 6.1.2 Gestion des ressources humaines
- 6.1.5 Formations sanitaires privées
- 6.1.6 Coopération internationale de la santé

6.2 Soutien logistique à la santé

- 6.2.1 Appui aux formations sanitaires
- 6.2.5 Capitalisation patrimoine santé
- 6.2.6 Approvisionnement en médicaments et vaccins
- 6.2.6 Recherches biologiques et médicales
- 6.2.9 Formation du personnel des formations sanitaires

6.3 Hôpitaux nationaux (santé tertiaire)

- 6.3.2 CHU 6.3.3 Hôpitaux généraux
- 6.3.4 Hôpitaux centraux
- 6.3.6 Autres hôpitaux psychiatriques et centres spécialisés
- 6.3.8 Hôpitaux militaires

6.4 Hôpitaux régionaux (santé secondaire)

- 6.4.7 - Hôpitaux provinciaux

6.5 Santé de district, préventive et soins de base (santé primaire)

- 6.5.1 - Médecine du travail
- 6.5.2 - Hôpitaux de district
- 6.5.3 - Centres médicaux d'arrondissement
- 6.5.4 - Centre de santé
- 6.5.5 - Autres centres de santé primaires
- 6.5.6 - Amélioration qualité soins de base
- 6.5.7 - Santé de reproduction
- 6.5.8 - Médecine scolaire et universitaire
- 6.5.9 - Formations aux soins de base

6.6 Lutte contre la maladie, épidémies, urgences et catastrophes

- 6.6.2 - Hygiène publique
- 6.6.3 - Lutte contre la maladie transmissible, vaccination
- 6.6.4 - Lutte contre MST, SIDA, Tuberculose
- 6.6.5 - Lutte contre la maladie non transmissible
- 6.6.6 - Santé mentale
- 6.6.7 - Urgences et catastrophes
- 6.6.8 - Epidémies

7. Affaires Sociales

Ce secteur regroupe toutes les activités du domaine de l'action sociale ; il concerne les administrations de solidarité en général, de prévoyance et de protection sociale ; il comprend également les administrations chargées de la main d'œuvre et du travail ainsi que les administrations chargées de la promotion de la condition féminine.

7.1 Affaires sociales générales

- 7.1.0 - Dépenses non classées des affaires sociales
- 7.1.1 - Administration centrale des affaires sociales
- 7.1.2 - Administration locale des affaires sociales
- 7.1.8 - Coordination internationale des affaires sociales
- 7.1.9 - Formation des agents sociaux

7.2 Protection sociale

- 7.2.1 - Assistance sociale et œuvres sociales
- 7.2.2 - Centres handicapés, aveugles, sourds-muets
- 7.2.3 - Personnes âgées
- 7.2.4 - Protection de la famille et de l'enfance
- 7.2.5 - Jeunes en difficulté
- 7.2.6 - Populations marginales
- 7.2.7 - Interventions sociales urgentes
- 7.2.8 - Victimes des catastrophes

7.3 Promotion féminine

- 7.3.0 - Dépenses non classées de la promotion féminine
- 7.3.1 - Administration générale de la promotion féminine
- 7.3.2 - Valorisation des ressources humaines féminines
- 7.3.3 - Observatoire de la femme
- 7.3.4 - Promotion des droits et des valeurs culturelles et morales de la femme
- 7.3.5 - Famille et enfance
- 7.3.6 - Home-ateliers et centres d'accueil

7.4 Affaires communes de la main d'œuvre et de la prévoyance sociale

- 7.4.0 Dépenses non classées des affaires de la main d'œuvre et de la prévoyance sociale
- 7.4.1 Administration générale de la main d'œuvre et de la prévoyance sociale

7.5 Planification, statistiques et aménagement du territoire

- 7.5.1 Administration du travail
- 7.5.2 Inspection du travail
- 7.5.3 Activités syndicales

7.6 Prévoyance sociale

- 7.6.1 Administration de la prévoyance sociale
- 7.6.2 Prévoyance maladie et accident
- 7.6.3 Prévoyance retraite
- 7.6.4 Prévoyance chômage

8. Infrastructures

Ce secteur englobe l'administration, la construction et l'entretien des infrastructures économiques, sociales et administratives dans leur ensemble : bâtiments et ouvrages d'art,

routes, voies navigables, installations portuaires, aéroports, installations ferroviaires, installations des postes et des télécommunications.

Il inclut les activités d'approvisionnement en eau, d'aménagement urbain, de logement, de protection de l'environnement ainsi que la distribution de l'énergie sous toutes ses formes.

8.1 Affaires générales des infrastructures

8.1.0 Dépenses non classées du MINMEE

8.1.1 Administration générale de l'eau et de l'énergie

8.1.3 Développement des infrastructures

8.2 Développement urbain

8.2.0 Dépenses non classées du MINUH et MINVIL

8.2.2 Administration générale du développement urbain

8.2.3 Habitat et logement

8.2.4 Urbanisme et développement collectif

8.2.5 Voiries urbaines

8.2.6 Cadastres et domaines

8.2.7 Aménagement des terrains

8.3 Approvisionnement en eau

8.3.1 Administration de l'hydraulique

8.3.2 Hydraulique urbaine

8.3.3 Hydraulique rurale et villageoise

8.3.5 Contrôle de l'eau

8.3.9 Formation à l'hydraulique rurale

8.4 Assainissement et protection de l'environnement

8.4.1 Administration de l'environnement et coopération internationale

8.4.2 Assainissement et traitement des ordures

8.4.3 Lutte contre la pollution et les nuisances

8.4.4 Protection domaine forestier, reboisement

8.4.5 Milieu maritime, rivières, lacs, étangs

8.4.6 Protection nature, biodiversité, faune, zoos, parcs, réserves

8.4.9 Formation et sensibilisation à l'environnement et à la faune

8.5 Energie

8.5.1 Administration de l'énergie

8.5.4 Electrification rurale

8.5.5 Economies d'énergie

8.5.6 Autres énergies

8.5.7 Régulation de l'électricité

8.5.9 Formation en électricité et autres énergies

8.6 Routes et ouvrages d'art, voies urbaines, de transit et pistes

8.6.0 Dépenses non classées du MINTP

8.6.1 Administration générale des travaux publics

8.6.2 Surveillance du réseau routier

8.6.3 Préparation des interventions sur le réseau routier

8.6.4 Entretien des routes, voiries et ouvrages d'art 8.6.5 Contrôle des travaux routiers

- 8.6.6 Pistes rurales, de collecte et de désenclavement
- 8.6.7 Dignes agricoles
- 8.6.9 Formation aux travaux publics

8.7 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires

- 8.7.0 Dépenses non classées
- 8.7.1 Affaires communes aux infrastructures des transports
- 8.7.2 Administration locale des transports
- 8.7.3 Infrastructures maritimes et portuaires
- 8.7.4 Infrastructures des transports aériens
- 8.7.5 Oléoducs, viaducs
- 8.7.6 Infrastructures des transports urbains
- 8.7.7 Infrastructures des transports ferroviaires
- 8.7.8 Infrastructures des transports par voies d'eaux intérieures
- 8.8.9 Formations aux transports

8.8 Postes et télécommunications

- 8.8.0 Dépenses non classées des postes et télécommunications
- 8.8.1 Administration des postes et télécommunications
- 8.8.2 Postes
- 8.8.3 Télécommunications
- 8.8.7 Régulation des télécommunications
- 8.8.9 Formation aux postes et télécommunications

8.9 Construction et bâtiments

- 8.9.1 Administration générale de la construction
- 8.9.2 Normalisation
- 8.9.3 Préparation des interventions en bâtiments
- 8.9.4 exécution des travaux du bâtiment
- 8.9.5 Contrôle des travaux du bâtiment

9. Production et Commerce

Ce secteur concerne le développement et le contrôle du secteur productif en général. Il englobe la promotion et le contrôle des entreprises des industries minières et de transformation, des PME, du commerce, du tourisme, des transports et de toutes les activités tertiaires.

En premier lieu, il comprend l'administration et le soutien des affaires rurales et agricoles en général, la sécurité alimentaire, la vulgarisation et la professionnalisation, le financement et l'équipement des exploitations. Il inclut le contrôle de l'exploitation des forêts et de la sylviculture, la promotion et le contrôle de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture et de la production végétale. Les écoles et formations agricoles en font également partie.

9.1 Affaires communes de la production, du commerce et de l'emploi

- 9.1.0 Dépenses non classées du développement industriel et commercial
- 9.1.1 Administration générale production/économie/commerce/industrie
- 9.1.2 Normalisation, métrologie, qualité
- 9.1.3 Institutions financières, marchés financiers
- 9.1.4 Coopération commerciale internationale

- 9.1.5 Investissements entreprises, PME
- 9.1.6 Artisanat, TPE et secteur informel
- 9.1.7 Promotion de l'emploi
- 9.1.9 Formation commerce/gestion

9.2 Affaires rurales et agricoles générales

- 9.2.0 Dépenses non classées des affaires rurales générales
- 9.2.1 Administration des affaires rurales
- 9.2.2 Développement rural intégré
- 9.2.3 Aménagement hydroagricole et mise en valeur terres
- 9.2.4 Sécurité alimentaire
- 9.2.5 Vulgarisation agricole/élevage
- 9.2.6 Promotion à la transformation et commercialisation
- 9.2.7 Infrastructures rurales
- 9.2.8 Professionnalisation et financement agricole
- 9.2.9 Formation aux métiers ruraux

9.3 Production végétale

- 9.3.1 Affaires générales de la production végétale
- 9.3.2 Filières cacao/café
- 9.3.3 Filière palmier à huile/hévéa
- 9.3.4 Filières coton, tabac, sucre
- 9.3.5 Filières légumes, fruits, bananes
- 9.3.6 Filières semences
- 9.3.7 Autres filières
- 9.3.8 Formation à l'agriculture

9.4 Production forestière

- 9.4.0 Dépenses non classées de l'administration des forêts
- 9.4.1 Administration des forêts
- 9.4.2 Production forestière
- 9.4.3 Transformation et commercialisation
- 9.4.4 Formations forestières

9.5 Ressources animales générales et élevage

- 9.5.0 Dépenses non classées de l'administration des ressources animales
- 9.5.1 Administration des ressources animales
- 9.5.2 Infrastructure d'élevage, hydraulique pastorale
- 9.5.3 Santé animale et santé publique vétérinaire
- 9.5.4 Promotion d'élevages et gros bétail
- 9.5.6 Elevage espèces à cycle court
- 9.5.8 Appui et contrôle des industries animales
- 9.5.9 Formation à la production animale

9.6 Pêche et aquaculture

- 9.6.1 Administration des ressources hydrauliques
- 9.6.2 Infrastructures de la pêche et aquaculture
- 9.6.4 Promotion de la pêche
- 9.6.5 Promotion aquaculture
- 9.6.7 Pêche et aquaculture

- 9.6.8 Contrôle et surveillance des pêcheries
- 9.6.9 Formation en matière des pêches et aquaculture

9.7 Hydrocarbures, industries, mines et carrières

- 9.7.1 Affaires industries extractives et hydrocarbures
- 9.7.3 Affaires et industries de transformation soutien et contrôle
- 9.7.5 Cartographie, exploration, recherche
- 9.7.6 Contrôles des produits pétroliers et sécurité des installations

9.8. Tourisme et hôtellerie

- 9.8.0 Dépenses non classées du tourisme
- 9.8.1 Administration tourisme/hôtellerie
- 9.8.2 Promotion du tourisme
- 9.8.5 Promotion et contrôle de l'hôtellerie et des structures d'hébergement
- 9.8.6 Identification et aménagements des sites touristiques
- 9.8.9 Formations au tourisme/hôtellerie

9.9 Exploitation des transports

- 9.9.1 - Administration des transports
- 9.9.2 - Transports terrestres
- 9.9.3 - Transports ferroviaires
- 9.9.4 - Transports maritimes/fluviaux
- 9.9.5 - Transports aériens
- 9.9.6 - Transports urbains
- 9.9.9 - Formations aux transports

0. Dépenses non réparties par fonctions

On retrouve dans ce secteur, tout ce qui ne peut être réparti par destinations fonctionnelles :

- les charges d'intérêt et les frais de garantie de la dette publique ; ces paiements d'intérêts ne sont pas liés aux activités courantes et ne peuvent donc être rattachés à aucun type particulier de service ;
- Par extension, les remboursements de la dette publique même si ce ne sont pas à proprement parler des charges budgétaires ;
- les retraites, pensions et rentes ;
- les dépenses de logistique lorsqu'elles ne peuvent se rapporter à une fonction déterminée ;
- quelques dépenses qui ne peuvent ou ne doivent pas être réparties (contentieux par exemple).

0.1 Dette

- 0.1.1 Dette intérieure
- 0.1.2 Autres arriérés de l'Etat
- 0.1.3 Dette extérieure

0.2 Logistique de l'administration non répartie

- 0.2.1 Logistique de l'Administration non répartie

0.3 Affaires contentieuses

- 0.3.1 Affaires contentieuses

0.4 Pensions et rentes

0.4.1 Pensions civiles

0.4.2 Pensions militaires

0.4.3 Départ en retraite

0.4.4 Rente viagère

0.4.5 Capital décès

0.4.6 Anciens combattants

III. LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE

I. PRESENTATION GENERALE

3.1 LA DEFINITION DE LA NOMENCLATURE DES UNITES ADMINISTRATIVES DESTINATAIRES DE LA DEPENSE

3.1.1 L'unité administrative

Une unité administrative s'entend d'un service destinataire de la dépense. Chaque service constitue une unité administrative qui exerce des activités. Il existe quatre groupes d'unités administratives :

- les unités administrations de l'administration centrale,
- les unités administratives déconcentrées en province ou à l'étranger,
- les unités administratives décentralisées autonomes,
- les unités administratives qui n'ont pas une existence organique telles que, par exemple, les unités de pilotage des projets d'investissement.

3.1.2 Le destinataire de la dépense

Le service destinataire de la dépense est le bénéficiaire des travaux, prestations, fournitures, équipements, financés par les crédits budgétaires. Il est responsable de la gestion de ses crédits.

La nomenclature budgétaire fait donc le choix d'imputer la dépense au service consommateur de crédits et non au service gestionnaire. Chaque ligne ministérielle est de toute façon également identifiée par un code service " *gestionnaire* ", hors nomenclature, pour les besoins de l'exécution du Budget. Toutefois dans le cas des transferts, le service responsable de la gestion n'est pas le bénéficiaire de la dépense.

3.1.3 La classification des unités administratives

La nomenclature des unités administratives est une liste classée des unités administratives destinataires de crédits budgétaires. L'objet de la classification administrative est de :

- recenser toutes les unités administratives destinataires de crédits budgétaires, qu'il s'agisse de l'administration centrale, de l'administration déconcentrée en province ou à l'étranger, d'organismes publics décentralisés bénéficiaires de transferts ou de subventions ;
- classer les unités administratives par ministères, catégories, lieux géographiques et selon des critères spécifiques à chaque institution ou ministère.

Elle permet d'identifier chaque unité administrative selon des normes applicables à toute l'administration ; toute direction centrale, toute délégation régionale ou départementale doit être codée selon les mêmes règles, quel que soit le chapitre budgétaire concerné.

Chaque service doit donc être codé de la même façon et selon une même classification que les autres services de sa catégorie. Une seule table des codes régions doit s'appliquer à tous les départements ministériels. Il en est de même pour les codes pays. Les numéros d'ordre des services doivent être attribués avec les mêmes règles pour tous les ministères.

3.2. LA STRUCTURE DE LA CLASSIFICATION DES UNITES ADMINISTRATIVES DESTINATAIRES DE LA DEPENSE

3.2.1. L'article budgétaire

Les unités administratives destinataires de la dépense sont identifiées par l'article budgétaire en six chiffres dans chaque institution ou ministère ; le code article est lié au code chapitre. Il est appelé " code destination ".

3.2.2. La codification des unités administratives

Le code destination est structuré en trois parties :

- la catégorie de service,
- la localisation géographique
- et l'unité administrative.

La catégorie de service

La catégorie de service est identifiée en deux chiffres .

- le premier niveau en un chiffre (premier chiffre de la destination administrative) indique le type d'unité administrative destinataire et le mode de gestion de la dépense selon la table ci-dessous. 3x xx xx .

le deuxième niveau en deux chiffres (premier et deuxième chiffre de la destination administrative) indique la catégorie d'une unité administrative destinataire de la dépense. 32 xx xx

Ce code est adapté à chaque ministère selon une table des catégories de services destinataires de la dépense correspondant à chaque catégorie de service.

La situation géographique

La localisation régionale des unités administratives est obtenue par un code géographique en deux chiffres. Ce code est lié à la catégorie de services dont il dépend pour identifier leur

localisation. Les deux caractères du code viennent donc en troisième et quatrième position du code destination. xx 10 xx

Les codes régions sont tirés d'une table commune à tous les services.

Le numéro d'ordre de l'unité administrative

Le numéro d'ordre en deux chiffres de la classification identifie chaque unité administrative dans sa catégorie et dans sa région. Il permet notamment d'identifier les départements et les arrondissements au sein de chaque région. xx xx 01

L'ensemble des six chiffres constitue l'article budgétaire ; il identifie l'unité administrative destinataire de la dépense.

2. PRESENTATION DETAILLEE

3.3. LES CATEGORIES DE SERVICE DES UNITES ADMINISTRATIVES

3.3.1. Le Tableau Général des Types et Catégories d'Unités Administratives

3.3.2. Les dépenses non réparties par unités administratives (types d'unité administrative n° 1)

Cette catégorie correspond aux dépenses qui ne peuvent être réparties entre les différentes unités administratives. Elle constitue le type d'unité n° 1 et elle est codée 11. 11 xx xx

3.3.3. Les unités administratives centrales (types d'unité n°s 2 et 3)

Les catégories de services de l'administration centrale se caractérisent par le niveau de leurs interventions, la portée générale de leurs actions qui s'étendent à l'ensemble du territoire, leur mode de gestion (procédure générale des bons d'engagement pour chaque dossier de dépense), leur organisation, leur localisation dans la capitale.

Il y a deux types d'unités administratives destinataires de crédits dans l'administration centrale :

- les unités administratives des cabinets (type d'unité administrative n° 2)
- les unités administratives centrale (type d'unité administrative n° 3).

La codification des unités administratives centrales

Les unités administratives centrales sont caractérisées par un code article commençant par un 2 ou un 3 permettant de savoir s'il agit de services des cabinets des institutions ou ministériels ou s'il s'agit de services de l'administration générale.

Les différentes catégories sont ensuite spécifiées par le deuxième chiffre du code article qui précise de quelle catégorie de service il s'agit.

Les catégories d'unités administratives des cabinets

Pour chaque cabinet, les services sont répartis en catégories de services codées selon les mêmes règles dans toutes l'administration. ces catégories de services sont les suivantes :

- 21 - Les Secrétariats Particuliers des cabinets des grandes institutions
- 22 - Les Secrétariats Particuliers des cabinets ministériels
- 23 - Les Inspections Générales
- 24 - Les conseillers des cabinets
- 25 - Les commissions, conseils ou comités rattachés aux cabinets
- 26-27-27 Les activités et services techniques rattachés aux cabinets
- 29- Les dépenses non réparties des cabinets

Les unités administratives des administrations centrales

Pour chaque administration générale centrale, les unités administratives destinataires de la dépense sont réparties en catégories et codifiées selon les mêmes règles dans toute l'administration. Ces catégories d'unités administratives destinataires de la dépense sont les suivantes :

- 31 - Les Services d'Administration Générale des Grandes Institutions
- 32 - Les Secrétariats Généraux, Divisions et cellules rattachées
- 33 - Les Directions centrales techniques, les états-majors
- 34 - Les directions et divisions centrales de moyens
- 35 - Les commissions, conseils, comités rattachés au Secrétariat Général
- 36-37-38 Les activités et services rattachés aux directions techniques
- 39 - Les dépenses non réparties de l'administration centrale.

Certaines activités spécifiques de ces grandes entités administratives sont considérés comme constituant d'autres catégories de services indépendamment des liens hiérarchiques qui les unissent aux administrations de base ci-dessus.

Ils ne sont pas toujours nommés et leurs crédits sont identifiés par les activités qu'ils visent à financer. Ces catégories de services sont spécifiques à chaque ministère et à chaque direction au sein de chaque ministère.

Enfin les directions centrales ont en commun un certain nombre de charges généralement suivie par la DAG qui en est souvent gestionnaire alors que le véritable destinataire est l'ensemble de l'administration centrale.

3.3.4. Les unités administratives en province et à l'étranger (types n°s 4 et 5)

La nomenclature considère comme un type d'unité administrative destinataire de la dépense, les directions, délégations, services qui administrent les provinces, que ce soit au niveau général de l'administration territoriale (préfectures, sous-préfectures, districts du MINAT), au niveau de la sécurité (MINDEF et DGSN) ou dans les différents secteurs (éducation, affaires sociales, loisirs et culture, santé, infrastructures, agriculture et élevage, etc). Il en est de même pour les missions diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Les unités administratives en province sont caractérisées par un code article commençant par un 4 ou un 5 permettant de savoir qu'il s'agit d'activités déconcentrées gérées selon le mode des délégations de crédits ; les différentes catégories sont encuete spécifiées par le deuxième chiffre du code article qui précise de quelle catégorie de service il s'agit.

Les unités d'administration dans les provinces et à l'étranger (type 4)

Les unités de l'administration en province ou à l'étranger sont reprises dans le tableau ci-dessous :

- 41** - Les ambassades et autres représentations au niveau d'un pays ou d'une organisation internationale
- 42** - Les représentations de grandes institutions au niveau provincial : gouvernorats, cours d'appel, tribunaux de grande instance
- 43** - Les préfectures, les tribunaux d'instance, les consulats
- 44** - Les représentations régionales des ministères et services rattachés
- 45** - Les représentations départementales des ministères
- 46** - Les autres représentations en province ou à l'étranger : districts de santé ou autres
- 47** - Les sous-préfectures et les services d'arrondissement des ministères
- 48** - Les services districts et les autres services administratifs en province
- 49** - Les dépenses non réparties en province.

Les unités administratives opérationnelles (type 5)

Les unités administratives opérationnelles sont considérées comme un type de services différent, en ce qu'ils ont un rôle d'exécution technique par opposition aux unités dont le rôle est essentiellement administratif.

Les unités opérationnelles dans l'ensemble de l'administration ont pour point commun le premier chiffre du code par destination qui est le 5.

Le deuxième chiffre du code destination est spécifique à chaque administration. Il dépend de la structure et de l'activité du service concerné auquel un code de 0 à 9 est affecté.

3.3.5. Les agences d'exécution unités administratives des projets (type 6)

Il peut arriver qu'une unité administrative soit créée pour le suivi d'un projet ; elle devient alors le véritable destinataire de la dépense. Cette unité de pilotage des programmes ou projets, connue sous l'appellation d'Agence d'exécution " est considérée comme un type d'unité administrative ayant sa propre définition et sa propre codification au sein de la classification des unités administratives.

Il ne s'agit pas de services à proprement parler, mais d'unités de pilotage de projets qui n'ont pas toujours un caractère organique mais font l'objet de textes réglementaires.

La codification des agences d'exécution (type 6)

Les agences d'exécution dans l'ensemble de l'administration ont pour point commun le premier chiffre du code par destination qui est le 6.

Le deuxième chiffre du code destination est spécifique à chaque agence d'exécution. Il dépend du type de projet concerné auquel un code de 0 à 9 est affecté.

Les agences d'exécution sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Les catégories d'agences d'exécution (type 6)

- 61** - Les agences d'exécution de projets plurisectoriels
- 62** - Les agences d'exécutions de projets intégrés
- 63** - Les agences d'exécutions de projets d'organisation ou de recherche
- 64** - Les agences d'exécution de projets d'infrastructure
- 65** - Les agences d'exécution de projets de construction ou de réhabilitation
- 66** - Les agences d'exécution de projets de rénovation et d'équipement
- 67** - Les agences d'exécution de projets de formation et d'encadrement
- 68** - Les autres agences d'exécution.

Ces agences d'exécution peuvent se situer au niveau de l'administration centrale ou au niveau d'une administration en province ; dans le premier cas, elles sont codifiées comme une administration centrale au niveau du code géographique province, voire d'un département.

3.3.6. Les unités administratives décentralisées, destinataires de subventions et transferts (type 7)

La codification des unités administratives décentralisées (type 7)

Dans l'ensemble de l'administration, les unités opérationnelles décentralisées ont pour point commun le premier chiffre du code par destination qui est le 7 ;

Le deuxième chiffre du code destination est spécifique à chaque catégorie d'unité administrative décentralisée. Il dépend de la structure et de l'activité du service concerné auquel un code de 0 à 9 est affecté.

Pour chaque ministère, une table de ces organismes, toujours codés selon les 6 chiffres de chaque article dans chacun des chapitres représentant les départements ministériels de tutelle, permet de les identifier comme destinataires des subventions ou des transferts.

Les catégories d'unités administratives décentralisées (type 7)

Les catégories d'unités administratives sont reprises dans le tableau ci-dessous :

- 71-** Les fonds spéciaux
- 72-** Les budgets annexes
- 73-** Les Etablissements Publics Administratifs (EPA)
- 75-** Les sociétés à capital public
- 76-** Les sociétés d'économie mixte
- 77-** Les collectivités locales
- 79-** Les autres organismes nationaux.

3.4. LA LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DES UNITES ADMINISTRATIVES

Afin de faciliter les recherches, les regroupements, les comparaisons, les codes provinces, départements et arrondissements sont communs à toute l'Administration. La localisation régionale des unités administratives est obtenue par un code géographique à deux chiffres. Ce code est lié à la catégorie de services dont il dépend pour identifier la localisation des unités administratives. Les deux caractères du code viennent donc en troisième et quatrième positions du code destination. xx 10 xx

3.4.1. L'utilisation du code géographique dans l'administration centrale

Les administrations centrales ne peuvent pas avoir de code géographique. On utilise donc le " 0 " à la troisième et à la quatrième position de l'article budgétaire.

3.4.2. L'utilisation du code géographique dans l'administration en région

Les unités centrales des administrations en région sont localisées au moyen d'un code géographique qui identifie les provinces.

Ce code géographique occupe les troisième et quatrième positions de la classification des unités administratives.

La grille ci-dessous, codifie les dix provinces de 10 à 19. Le code " 99 " indique l'ensemble des provinces. Codes libellés

- 00** - Administration Centrale
- 10** - Province de l'Adamaoua
- 11** - Province du Centre
- 12** - Province de l'Est
- 13** - Province de l'Extrême-Nord
- 14** - Province du Littoral
- 15** - Province du Nord
- 16** - Province du Nord-Ouest
- 17** - Province de l'Ouest
- 18** - Province du Sud
- 19** - Province du Sud-Ouest
- 99** - Ensemble des provinces.

Toutefois certains projets destinés à la province sont gérés par l'administration centrale. Dans ce cas, il conviendra de mettre un code province à la place du 00 dans le code destination.

Pour les administrations situées en province comme pour les administrations centrales, la cinquième et la sixième position permettent d'attribuer un numéro d'ordre par catégories de services.

Les départements et arrondissements sont codifiés par le code géographique et le numéro d'ordre selon la grille des départements et la grille des arrondissements.

3.4.3. L'utilisation du code géographique pour identifier les grandes régions du monde et les pays des représentations à l'étranger

Pour les unités administratives situées à l'étranger, le code géographique identifie les grandes régions du monde. Il se distingue du code province intérieur par la première position qui est le " 5 " au lieu d'être le " 1 ".

Codification des grandes régions du monde

- 51** - Afrique
- 52** - Amérique
- 53** - Asie et Océanie
- 54** - Europe.

Pour les administrations situées à l'étranger comme pour les administrations en province, les cinquième et sixième positions permettent d'attribuer un numéro par catégories de services.

3.5. LE NUMERO D'ORDRE DES UNITES ADMINISTRATIVES

Les cinquième et sixième positions du code destination budgétaire constitue le numéro d'ordre. Il identifie en deux chiffres chaque unité administrative dans sa catégorie et dans sa région. Il permet par conséquent de faire la différence entre deux unités administratives correspondant à une même catégorie de service et à un même code géographique. Les règles d'attribution des numéros d'ordre des unités administratives dépendent de la nature des catégories de services auxquelles elles sont liées :

1. Les services centraux et provinciaux sont numérotés de dizaines en dizaines. Les cellules et autres services qui leur sont rattachés sont codifiés par unités à l'intérieur de chaque dizaine.
2. Les directions techniques centrales (33) sont codifiées à partir du chiffre 01, d'unité en unité. Les services qui leur sont rattachés sont codés de la même façon dans les catégories 36, 37 et 38. Certaines unités administratives provinciales, en raison de leur importance, sont également codées selon le même mode que les directions techniques centrales. C'est le cas, par exemple, des districts de santé et des régions militaires.
3. Les unités départementales et d'arrondissement sont codifiées à l'intérieur de chaque région par le numéro d'ordre selon la grille des départements et des arrondissements.

4. Les articles correspondant aux dépenses non réparties des cabinets (29), de l'administration centrale (39) et de l'administration en province (49), n'ont pas véritablement de numéro d'ordre puisque ces dépenses ne peuvent être ventilées par services. Les positions du numéro d'ordre sont donc occupées par des " 0 ".

IV. LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES OPERATIONS BUDGETAIRES EN DEPENSES

1. PRESENTATION GENERALE

4.1. LA DEFINITION DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE

La classification économique est une liste classée des moyens élémentaires que chaque unité administrative de l'Etat doit mettre en œuvre dans le cadre de ses fonctions.

Ces moyens sont identifiés d'après leurs natures de dépense, classées selon des critères économiques.

L'ensemble de ces natures de dépense constitue la " classification économique " appelée également la " *nomenclature par natures économiques* ".

La nomenclature par natures économiques répartit les dépenses entre les cinq types d'opérations budgétaires en dépense par l'intermédiaire de sa présentation en classes et catégories :

- **les opérations financières à long et moyen termes**, remboursements de la dette qui sont présentés dans la classe : ressources et dépenses à long et moyen termes,
- **les opérations sur biens et services immobilisés**, dépenses d'investissement et cessions d'actifs qui sont présentées dans la classe 2 : valeurs immobilisées,
- **les opérations financières à court terme**, remboursements de la dette, qui sont présentées dans la classe 5 : ressources et dépenses supérieures à un an et inférieures à deux ans,
- **les opérations sur biens et services consommés**, dépenses courantes de fonctionnement de la catégorie 61 de la classe 6,
- **les opérations de répartition** : opérations qui n'ont pas de contrepartie directe sous la forme d'un bien ou d'un service ; en premier lieu les salaires de la catégorie 62 mais également impôts et taxes, intérêts de la dette, subventions, prestations sociales, contributions, bourses et autres transferts, des catégories 63 à 67.

La classification descend ensuite à un niveau de détail suffisant pour permettre une identification claire des moyens des services grâce à des libellés simples et précis.

Elle impose les normes nécessaires en vue de codifier les paragraphes qui identifient les natures économiques de dépense dans l'imputation budgétaire dont ils constituent la dernière des trois parties ; en outre, elle rend compatibles la nomenclature budgétaire, les comptabilités administratives qui en découlent avec la comptabilité du Trésor.

Par ce niveau de détail, la classification économique obtient :

- l'amélioration de l'information économique utilisable pour l'évaluation des besoins des services, l'élaboration du Budget de l'Etat et son suivi,
- l'amélioration de la gestion et des possibilités de contrôle des unités administratives en vue de suivre et de vérifier avec plus de précision la bonne utilisation de leurs moyens.

4.2. LA STRUCTURE DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE

Dans le numéro budgétaire, la nature économique de la dépense est identifiée par le paragraphe budgétaire qui correspond aux moyens des services.

Ce dernier est numéroté selon le code économique en quatre chiffres. Il s'applique selon une même classification à toutes les catégories de dépense (salaires, biens et services, transferts, investissements, dette) :

Le premier chiffre de la classification économique identifie la " *classe* " des natures de dépense ;

Le deuxième chiffre de la classification économique identifie la " *catégorie de natures de dépense* " ;

Le troisième chiffre de la nomenclature économique identifie des groupes d'opérations budgétaires cohérents selon leur nature économique au sein d'une même catégorie ;

Le quatrième chiffre identifier les natures de dépenses, c'est-à-dire les moyens proprement dits au niveau le plus fin, en fonction des nécessités de la gestion budgétaire des dépenses.

2. PRESENTATION DETAILLEE

4.3. LES CLASSES ET LES CATEGORIES DE DEPENSE

4.3.1. Les quatre classes de la nomenclature par natures de dépense

On distingue quatre classes de natures de dépense.

Classe 1 : les opérations financières à long et moyen terme (supérieures à 2 ans)

Classe 2 : les opérations sur biens et services immobilisés

Classe 5 : les opérations financières à court terme (supérieures à un an et inférieures à 2 ans)

Classe 6 : les opérations courantes : consommation de biens et services et opérations de répartition ;

4.3.2. Les catégories de natures de dépense

La nomenclature budgétaire répartit les opérations de dépenses entre les quatre classes définies ci-dessus puis chacune de ces classes en catégories de dépense.

Les catégories de dépenses sont réparties dans les quatre classes, selon les tableaux ci-dessous, au total 15 catégories de dépenses. Chacun de ces tableaux correspond à une classe budgétaire

. Les opérations financières (catégories natures de dépenses des classes 1 et 5)

La nomenclature économique prend en compte les opérations financières de l'Etat. Ainsi, les remboursements de la dette publique constituent l'une des parties de la classification économique :

- les remboursements d'emprunts à long et moyen terme, opérations de la classe 1, sont identifiés dans la classification des dépenses par nature par un code économique commençant par un 1,
- les remboursements d'emprunts ou d'impayés supérieurs à un an mais inférieurs à deux ans, opérations de la classe 5, sont identifiés dans la classification des dépenses par nature par un code économique commençant par un 5.

Les remboursements de la dette à long et à moyen terme (catégories de natures de dépenses 15, 16 et 17)

Les catégories de dépense des opérations financières à long et moyen terme de la classe 1 sont :

- les remboursements des emprunts à long et moyen terme, contractés à l'intérieur qui constituent la catégorie de dépense 15,
- les remboursements des emprunts à long et moyen terme, contractés à l'extérieur qui constituent la catégorie de dépense 16,
- les remboursements des dettes à long et à moyen terme, contractées pour le compte d'un tiers qui constituent la catégorie de dépense 17.

Les remboursements de la dette à court terme (catégorie de natures de dépenses 50)

Les catégories de dépense des opérations financières à court terme de la classe 5 sont :

- les remboursements des concours supérieurs à un an et inférieures à deux ans
- : remboursements des avances, des bons du trésor, des autres emprunts à court et moyen terme.

Les opérations sur biens et services immobilisés (catégories natures de dépenses de la classe 2)

Les immobilisations incorporelles (catégorie de natures de dépense 20) Le code 20 " Immobilisations incorporelles " est destiné à des biens acquis ou créés par l'unité administrative pour être utilisés d'une manière durable, directement ou indirectement.

- Brevets, licences, marques, procédés, modèles, dessins, concessions,
 - Etudes et recherches qui deviennent une immobilisation lorsqu'elles aboutissent à la création d'outils utilisables par l'unité administrative
- . · Immobilisations incorporelles en cours lorsque l'issue, l'échec ou la réussite, sont encore indéterminées. Les études doivent être classées dans la catégorie de dépenses 20 "

Immobilisations incorporelles ". Les acquisitions de terrains (catégorie de natures de dépense 21) Une dépense d'acquisition d'un terrain par une unité administrative devra être classée dans la catégorie de dépense 21 " Terrains ".

A ce titre, on pourra considérer comme frais d'acquisition de ces terrains, les frais d'expropriation " *indemnités de déguerpissement* " versés à des tiers. Les indemnités de déguerpissement sont donc codées par le chiffre 21 ; Les immobilisations corporelles (catégories de natures de dépense 22)

(i) Les travaux d'infrastructure Les travaux d'infrastructure sont classés sous le code 22 ainsi que les opérations immobilières et les achats d'équipements. La distinction entre ces opérations et les autres opérations d'immobilisations corporelles se fera donc au niveau de la troisième position du paragraphe.

Il s'agit de :

- la construction ou la réhabilitation de voiries, routes, ouvrages d'art, réseaux, digues et autres infrastructures (ports, aéroports, voies ferrées, etc),
- la construction ou la réhabilitation d'autres infrastructures telles que les réseaux de télécommunications, les grandes infrastructures de transport (ports, aéroports, voies ferrées, etc), les installations hydrauliques, les installations qui se rapportent à l'énergie ou à l'électricité.

(ii) Les constructions et aménagements Les constructions d'immeubles comme les travaux d'infrastructure sont également classées sous le code 22 ainsi que les achats d'équipements. La distinction entre ces opérations et les autres opérations d'immobilisations corporelles se fera donc au niveau de la troisième position du paragraphe. La catégorie de dépense 22 de la nomenclature budgétaire concerne comme le compte 22 du PCP " Immobilisations corporelles ", les opérations suivantes :

- les constructions, réhabilitations, agrandissements, grosses réparations d'immeubles administratifs et immeubles affectés aux services publics,
- les constructions, réhabilitations, agrandissements grosses réparations d'immeubles à usage d'habitation ou de rapport,
- les travaux de mise en valeur des terres et d'aménagement des plantations.

(iii) Les acquisitions d'immeubles Il en est de même pour les acquisitions d'immeubles. Les opérations budgétaires concernées peuvent être :

- les acquisitions d'immeubles affectés aux services publics,
- les acquisitions d'immeubles à usage d'habitation ou de rapport.

(iv) Les acquisitions de matériels d'équipement et de transport Les matériels d'équipement et de transport sont également identifiés par le code comme les travaux d'infrastructure et les achats d'équipements. La distinction entre ces opérations et les autres opérations d'immobilisations corporelles se fera donc au niveau de la troisième position du paragraphe. Les acquisitions de titres et les prises de participations (catégorie 26) Les prises de participations dans des entreprises publiques ou d'économie mixte font partie des immobilisations et sont prises en compte dans la classe 2, dans la catégorie 26. Les opérations sur biens et services consommés (catégorie de dépenses 61 de la classe 6) Les consommations de biens et services, dans leur ensemble, constituent une catégorie de natures de dépense. Leur codification tient compte des exigences suivantes :

- le niveau de détail des fournitures et services consommés apporte le degré de finesse nécessaire dans la description des natures de dépense,

- la codification prend en compte toutes les dépenses, y compris les nouvelles natures apparues au fil des années (internet, télécommunications, par exemple),
- la codification évite d'avoir pour conséquence une multiplication des lignes budgétaires aux montants trop faibles. Pour répondre aux exigences du principe de simplicité et rendre la nomenclature opérationnelle, le groupe de dépenses 610 " fournitures, petits matériels et entretiens courants " rassemble les dépenses de fonctionnement les plus courantes que l'on retrouve pour tous les services. Il s'agit en effet de se préoccuper de l'exigence de non morcellement des lignes, notamment pour les petites unités administratives déconcentrées dont les budgets sont trop étroits pour être divisés en plusieurs lignes. La ligne 6100 regroupe ainsi l'ensemble des dépenses pour les petites unités déconcentrées dont l'ensemble du budget est inférieur à un million. Elle ne peut être utilisée à d'autres fins.

Les dépenses de personnel (catégorie de dépenses 62 de la classe 6) La distinction entre les dépenses de personnel gérées par la solde et les autres dépenses de personnel traitées par la chaîne des dépenses sous forme de consommations de services, se retrouve de fait au niveau du troisième chiffre du code paragraphe : Les dépenses de personnel prises en charges par la solde Des codes différents (621 et 622) sont prévus afin de permettre de faire la distinction entre le personnel sous statut général et le personnel sous statut spécial afin d'être en mesure de les distinguer au sein d'un même département ministériel. Notamment la classification fait la distinction entre le personnel militaire et le personnel civil. Les évolutions prévues au cours de l'exercice qui risquent d'avoir un impact sur les exercices suivants : avancements, reclassements, intégrations et autres prises en charges sont intégrées dans ces deux groupes. Les régularisations sont également intégrées sous le numéro 626. Un groupe spécifique (623) est prévu pour les élèves en formation dans les écoles (élèves officiers par exemple) qui constituent une catégorie de dépenses séparée. Le personnel à solde globale constitue un groupe qui est identifié par le code (624). Les dépenses de personnel traitées sur la chaîne des dépenses Le personnel engagé pour une durée indéterminée mais qui n'a pas le statut de fonctionnaires constitue un cinquième groupe (contractuels, décisionnaires et auxiliaires, etc) ainsi que les cotisations sociales liées aux salaires de ces personnels qui ne sont pas sous un statut de la fonction publique (625). Les heures supplémentaires, indemnités, gratification et primes qui sont laissées à la discrétion des ministères en dehors de la solde, constituent un groupe spécifique (626). Le personnel temporaire, les journaliers, les saisonniers, le personnel des ambassades sous contrat à l'étranger, les gens de maisons, les techniciens étrangers, etc constituent un septième groupe (627). Le personnel engagé pour une durée déterminée ou qui n'a pas le statut de fonctionnaires constitue un cinquième groupe (contractuels, décisionnaires, journaliers, saisonniers, personnel des ambassades sous contrat à l'étranger, gens de maisons, techniciens étrangers, etc) ainsi que les cotisations sociales liées aux salaires de ces personnels qui ne sont pas sous un statut de la fonction publique. De même les autres charges de personnel hors solde sont imputées comme " autres charges " en 628 telles que par exemple les assistances décès ou les primes d'alimentation des militaires, les avantages en nature qui seraient attribués au personnel. Les opérations de répartition hors dépenses de personnel (catégories de dépense 63, 64, 65, 66 et 67 de la classe 6) Les impôts et taxes (catégorie de dépenses 63 de la classe 6) Les lignes budgétaires pour impôts et taxes ont un caractère exceptionnel puisqu'en principe l'administration ne s'applique pas à elle-même les règles de la fiscalité. Il y a néanmoins des exceptions. Par exemple : · certaines contreparties dans les projets d'investissement peuvent prendre la forme d'une défiscalisation. Il faut pouvoir alors les faire apparaître en recette et en dépense ; · il peut arriver de devoir prévoir des lignes globales de dédouanement de marchandises. Les subventions (catégorie de dépenses 65 de la classe 6) (i) Les subventions d'équilibre Sont dites d'équilibre, les subventions accordées à des organismes résidents marchands qui sont obligées de faire appel

à l'état pour assurer l'équilibre de leurs comptes. (ii) Les subventions de fonctionnement Sont dites de fonctionnement, les subventions accordées à des organismes résidents non marchands en vue de faire face à leurs frais de fonctionnement courants en personnel (hors fonctionnaires) et en consommations de biens et services. (iii) Les subventions d'équipement Les subventions d'investissement sont à enregistrer dans la classe 6 où elles font également partie de la catégorie de dépense 65 " subventions ". Les charges et pertes diverses (catégorie de dépenses 67 de la classe 6) Les charges diverses sont destinées à des ménages extérieurs à l'administration selon la liste ci-dessous. Cette liste est strictement limitative. Entrent dans les charges et pertes diverses, · les frais funéraires · les frais de contentieux et les frais de condamnation de l'Etat · les provisions pour élections · les bourses d'études · les indemnités versées aux parlementaires · les indemnités versées aux conseillers · les concours, récompenses et distinctions honorifiques · les transferts aux créateurs artistiques et culturels · les indemnités versées aux assesseurs des tribunaux · les plans sociaux · les pertes de change · les autres pertes exceptionnelles. Les autres " Dépenses communes " sont à répartir dans les achats de biens et services

61. Les provisions (catégorie de dépenses 69 de la classe 6) Les provisions sont à coder dans la catégorie 69 selon des règles et des quotas fixées par le cadre juridique législatif et réglementaire des finances publiques.

44. LES GROUPES DE NATURES DE DEPENSE

441. Les groupes de dépenses de remboursement des emprunts à long et à moyen terme (catégories 15, 16, 17)

151- Les remboursements d'emprunts, créances et bons du Trésor à l'intérieur

161- Les remboursements d'emprunts et autres créances de la dette extérieure multilatérale

162- Les remboursements d'emprunts et autres créances de la dette extérieure bilatérale

163- Les remboursements de la dette à long et moyen terme et de la dette extérieure rééchelonnée

164- Les remboursements d'emprunts et autres créances de la dette à long et moyen terme auprès d'organismes privés extérieurs 171 Les remboursements d'emprunts et autres créances de la dette rétrocédée et de la dette avalisée.

442. Les groupes de dépenses de remboursement des emprunts de la dette flottante (catégorie 51)

511- Les remboursements d'avances, bons du trésor et autres créances de la dette flottante intérieure

443. Les groupes de dépenses en immobilisation (catégories 20, 21, 22, 23)

210- les acquisitions de terrains

211- les indemnités de déguerpissement

220- les travaux de mise en valeur des terres

221- les acquisitions d'immeubles

222- la construction, l'agrandissement et la réhabilitation d'immeubles

223- la rénovation et le gros entretien des immeubles

224- les achats, les installations et les rénovations des équipements des immeubles

225- les voiries et réseaux, ouvrages d'art et autres travaux d'infrastructures

226- les achats de matériels bureautiques et de mobiliers de bureau

227- les acquisitions et rénovations des machines et matériels

228- les acquisitions de matériels de transport

229- les autres immobilisations corporelles

444. Les groupes de dépenses de consommations courantes (achats de biens et services de la catégorie 61)
- 610- fournitures, petits matériels et entretien courant
 - 611- fournitures et petits matériels techniques
 - 612- carburants et lubrifiants
 - 613- frais de transport
 - 614- eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie
 - 615- loyers et charges locatives 616- frais d'entretien, maintenance et sécurité
 - 617- frais de représentation, de mission et de cérémonie
 - 618- rémunération des services extérieurs
 - 619- frais d'entretien des routes, voiries, ouvrages d'art et autres infrastructures
445. Les groupes de dépenses de personnel (catégorie 62)
- 621- le traitement brut des fonctionnaires sous statut général de la fonction publique
 - 622- le traitement brut des fonctionnaires sous statut particulier de la fonction publique
 - 623- le traitement brut des élèves en formation dans les écoles
 - 624- le traitement brut du personnel à solde globale
 - 625- le traitement brut du personnel hors statut
 - 626- les primes et gratifications et autres indemnités hors solde
 - 627- les rémunérations du personnel hors solde
 - 628- les rémunérations du personnel temporaire
 - 629- les autres dépenses de personnel
446. Les groupes de dépenses en frais financiers, intérêts et commissions (catégorie 64)
- 641- les frais financiers ordinaires
 - 642- les intérêts et commissions sur emprunts, créances et bons du trésor à l'intérieur
 - 644- les intérêts et commissions sur emprunts et autres créances de la dette extérieure
 - 645- les intérêts et commissions sur emprunts et autres créances de la dette extérieure bilatérale
 - 646- - les intérêts et commissions de la dette à long et moyen terme extérieure rééchelonnée
 - 647- les intérêts et commissions de la dette à long et moyen terme auprès d'organismes privés extérieurs
 - 648- les intérêts et commissions de la dette rétrocedée et de la dette avalisée
 - 649- les intérêts et commissions de la dette flottante intérieure
447. Les groupes de dépenses en subventions (catégorie 65)
- 651- les subventions d'équilibre 652- les subventions de fonctionnement
 - 653- les subventions d'équipement
448. Les groupes de dépenses de transferts (catégorie 63 , 66 et 67) 631- les impôts et taxes
- 661- Les pensions, rentes et autres prestations sociales
 - 662- Les transferts courants aux collectivités locales, aux fonds et aux autres unités administratives décentralisées
 - 663- Les plans d'organisation des effectifs
 - 664- Les contributions aux organisations internationales
 - 671- Les opérations de dépense hors achats de biens et services
 - 672- Les transferts courants aux ménages
 - 673- Les pertes exceptionnelles
449. Les provisions (catégorie 69)
- 690- Les provisions

45. LES LIGNES BUDGETAIRES IDENTIFIANT LES NATURES DE DEPENSE (voir tableau en fin de texte)

La nature proprement dite de chaque consommation de biens et services est spécifiée dans

chacun des groupes de natures de dépense au moyen du quatrième chiffre du paragraphe, lequel identifie la ligne budgétaire. Les natures de dépenses proprement dites sont ainsi identifiées au niveau le plus fin par le code paragraphe complet en quatre positions. Elles sont codées de 0 à 9 à l'intérieur de chaque groupe constitutif de chaque catégorie de dépense. On appellera code " ligne ", le quatrième chiffre du paragraphe qui spécifie la nature de la dépense au niveau le plus fin. Chaque groupe de natures de dépense, au sein de chaque catégorie de dépense, fait l'objet d'un tableau spécifique présentant les différentes lignes de dépense qui le constituent. L'ensemble de ces tableaux est joint à la fin du présent document.

V. LA CLASSIFICATION DES OPERATIONS BUDGETAIRES EN RECETTE

1. PRESENTATION GENERALE

5.1. LA DEFINITION DE LA NOMENCLATURE DES RECETTES

La nomenclature des recettes est une liste des ressources budgétaires de l'Etat classée selon leur nature économique. Elle permet une présentation complète des ressources de l'Etat, y compris les recettes des services et les recettes issues de la coopération internationale. Destinée à une utilisation budgétaire, statistique et comptable, elle permet d'attribuer un cadre comptable aux opérations budgétaires et recettes. Elle n'a pas d'objectif de gestion puisque contrairement à la nomenclature des dépenses, elle n'est pas utilisée au niveau de l'exécution proprement dite du budget. La présentation budgétaire des recettes est donc construite à partir d'une classification en catégories économiques et non plus selon les critères de gestion et d'analyse, propres aux organismes collecteurs. Par exemple elle ne reprend pas la répartition actuelle en impôts directs et non directs, en recettes budgétaires ou extra-budgétaires, en mode de collectes (impôts, droits, taxes, timbres, redevances, etc).

5.1.1. La présentation comptable de la classification des recettes

La classification des recettes est construite à partir d'une présentation comptable commune au Budget et au Trésor selon les mêmes principes que la classification des dépenses. L'ensemble des deux classifications (recettes et dépenses) constitue la nomenclature des opérations budgétaires selon leur nature économique. On peut répartir les opérations budgétaires en recette selon les cinq groupes ci-dessous : · les opérations financières, tirages sur emprunts, qui sont présentées dans la classe 1 : ressources à long et moyen terme, · les opérations sur valeurs immobilisées, recettes sur ventes ou cessions d'actifs immobilisés, qui sont présentées dans la classe 2 : valeurs immobilisées, · les opérations financières à court terme, avances et emprunts à court terme présentés dans la classe 5 : ressources et dépenses supérieures à un an et inférieures à deux ans, · les opérations sur biens et services, production ou ventes de biens et services du fonctionnement courant et normal des unités administratives, qui sont présentées dans les comptes 70 et 71 de la classe 7 : produits et profits par nature, · les opérations de répartition, correspondant aux produits qui n'ont pas de contrepartie directe sous la forme d'un bien ou d'un service : produits fiscaux, produits financiers, recettes par transferts qui sont présentés dans les comptes 73, 76 et 77 de la classe 7 (produits et profits par nature). La classification des recettes doit donner un niveau de détail suffisant permettant de définir et caractériser chaque opération budgétaire au sein des cinq grands groupes ci-dessous. Les deux premières constituent la classe 7, conformément au PCP puisque ce sont des " produits " alors que les autres qui sont des recettes en capital, correspondent à des cessions de " valeurs immobilisées " de la classe 2. 512. le critère économique, base de la classification des recettes Les principes de gestion des finances publiques empêchent d'affecter des recettes à une

destination administrative et fonctionnelle. Pour cette raison, la classification des recettes est basée uniquement sur le critère économique. Ainsi les recettes fiscales, impôts, paiements obligatoires, sans contrepartie et non remboursables aux administrations publiques, sont classées en catégories déterminées d'après la nature de leur assiette ou d'après le fait générateur de l'obligation fiscale, par exemple l'importation, la vente ou le revenu. L'assiette ou le fait générateur indiquent quel est le processus économique à l'origine du produit de chaque impôt et d'autre part l'impôt, lui-même, constituant un élément de coût supplémentaire influant sur le jeu de l'offre et de la demande. Cette classification permet de mieux cerner la nature et l'impact économique de chaque type de prélèvement fiscal. Les recettes non fiscales courantes sont classées, elles aussi selon leur nature : revenus de la propriété, du produit des ventes ou des redevances, amendes. Les recettes en capital comprennent le produit de la vente de divers types de biens de capital et les contributions volontaires de sources autres que les administrations publiques.

52. LA STRUCTURE DE LA CLASSIFICATION DES RECETTES

Les opérations budgétaires en recette sont identifiées par un numéro en 4 chiffres correspondant au paragraphe budgétaire. Ce numéro donne le code d'imputation budgétaire des recettes publiques. Il s'applique selon une même classification à toutes les catégories de recette. 521. La classification des recettes selon le critère économique dans le paragraphe budgétaire La classification des recettes est d'abord présentée selon les normes d'un plan comptable classique par le code classe et le code catégories ; les recettes et dons de l'administration publique sont ensuite réparties en groupes à l'intérieur de chacune des catégories de recettes. Le premier chiffre de la classification des recettes identifie la " classe " des natures de recette ; Le deuxième chiffre de la classification des recettes identifie la " catégorie de recette " ; Le troisième chiffre de la classification des recettes identifie des groupes de recettes budgétaires, cohérents selon leur nature économique à l'intérieur de chaque catégorie; Le quatrième chiffre de la classification des recettes identifie la ligne budgétaire en recette proprement dite, à l'intérieur de chaque groupe. Le numéro budgétaire des recettes comporte donc 4 chiffres selon l'agencement indiqué par le tableau ci-dessous.

522. L'exception des recettes affectées classées également par destinations et fonctions Par définition la classification des unités administratives destinataires de la dépense classification ne devrait pas s'appliquer aux recettes puisque au nom des principes budgétaires de base, ces dernières ne peuvent être affectées à une destination spécifique. Toutefois, il existe des dérogations à ce principe, telles que certaines recettes d'exploitation des services, les dons et les financements extérieurs, les fonds de contrepartie et les tirages sur emprunts dans le cas de projets à financement multiple. On pourra donc utiliser la codification des unités administratives, prévue pour les dépenses, en vue de classer les recettes affectées. Il en est de même pour le code fonction puisqu'il découle de la destination budgétaire. Dans le cas où les recettes sont affectées à des dépenses spécifiques, le numéro budgétaire complet, c'est-à-dire en 17 chiffres leur est donc appliqué pour les besoins de la préparation, de la présentation et du suivi du Budget de l'Etat. 523. La classification complémentaire des services collecteurs de recettes Lorsque les recettes ne sont pas collectées par les services des Finances dont c'est la fonction spécifique (Impôts ou Douanes), il est utile d'identifier le service collecteur de ces recettes ou au moins le Ministère dont il dépend. Un code Ministère pourra donc être joint sans pour autant entrer dans la nomenclature budgétaire. Ce code ne doit pas être confondu avec celui du ministère destinataire d'une recette affectée.

5.3. LES CLASSES ET LES CATEGORIES DE RECETTES

5.3.1. Les quatre classes de la nomenclature des recettes

On distingue quatre classes de natures de recette.

Classe 1 : les opérations financières à long et moyen terme pour les tirages sur emprunts supérieurs à 2 ans

Classe 2 : les opérations sur biens et services immobilisés correspondant aux recettes en capital

Classe 5 : les opérations financières à court terme correspondant aux avances et emprunts à court terme (supérieurs à un an et inférieurs à 2 ans)

Classe 7 : les opérations courantes : " produits et profits par nature " qui regroupe toutes les recettes fiscales et non fiscales en dehors des recettes en capital et des emprunts. 532.

Les catégories de la nomenclature des recettes Au sein de quatre classes définies ci-dessus, la classification répartit les recettes en catégories selon les tableaux ci-dessous, au total 15 catégories de recettes.

Les tableaux ci-dessous présente cette répartition des catégories de recettes réparties par classes. Les ressources par tirages sur emprunts contractés des catégories 15 et 16 Les tirages sur emprunts ne sont pas des ressources budgétaires et ne devraient donc pas figurer dans la nomenclature des recettes mais plutôt dans une nomenclature des opérations financières. Il est toutefois souvent utile d'en tenir compte dans les analyses ou les prévisions. C'est pourquoi il leur est attribué un code selon les mêmes critères de classification que la nomenclature des recettes. Selon le PCP, les opérations financières sont du domaine de la classe 1 et seront donc classées dans la nomenclature des recettes dans une catégorie identifiée par les codes 15 ou 16. Ces codes seront suivis d'un code en deux chiffres identifiant le prêteur. Les recettes en capital des catégories 20, 21, 22 et 26 Elles comprennent les ventes d'actifs incorporels, les ventes de terrains, les immobilisations corporelles, les cessions de titres et participations. Les ressources sur avances et emprunts à court terme de la catégorie 51 Avances et emprunts à court terme présentés dans la classe 5 : ressources et dépenses supérieures à un an et inférieures à deux ans. Les recettes des opérations courantes sur biens et services des catégories 70 et 71. Les recettes des opérations courantes sur biens et services des catégories 70 et 71 Les recettes des opérations courantes sur biens et services sont réparties entre les catégories 70 et 71. · les recettes sur ventes de biens et services des unités administratives marchandes · les recettes sur frais administratifs, les participations des usagers à des services non lucratifs, les ventes accessoires des unités administratives non marchandes. Les recettes sur ventes de biens et services des unités administratives marchandes Les recettes des opérations sur biens et services sont regroupées dans la catégorie 70 s'il s'agit de ventes par des services marchands. De fait le cas ne se présente que pour certaines entreprises publiques. La catégorie 70 ne peut exister qu'en cas de consolidation budgétaire. Elle ne concerne pas les services de l'administration centrale ni ceux des administrations en région ou à l'étranger ni les unités opérationnelles déconcentrées. Les recettes sur frais administratifs, les participations des usagers à des services non lucratifs, les ventes accessoires En revanche il est fréquent que l'Administration demande une participation aux usagers pour des services publics non lucratifs (hôpitaux ou écoles) ou des frais administratifs (visas, permis de conduire, cartes de séjour, etc). Certains services peuvent également procéder à des ventes accessoires, leur vocation principale n'étant évidemment pas marchande (fermes pilote, production des services

sociaux ou des écoles professionnelles par exemple). L'ensemble de ces opérations constitue la catégorie 71. Les recettes fiscales des catégories 72 et 73 Les recettes fiscales ont été réparties en deux parties : celles qui sont relatives aux personnes physiques ou aux sociétés d'un part, celles qui sont basées sur les biens et services d'autre part. On obtient ainsi deux groupes de recettes fiscales : · les impôts sur les revenus, bénéfices, gains sur plus-values, les salaires, patrimoine des personnes physiques et des sociétés (" Impôts sur les revenus, les bénéfices et les patrimoines " de la catégorie 72 . impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital . impôts sur les salaires versés et la main d'œuvre . impôts sur les patrimoines · les impôts sur biens et services (" impôts courants sur les biens et services " de la catégorie 73) . impôts intérieurs sur les biens et services . impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales . autres recettes fiscales. Les recettes non fiscales des catégories 74, 76 et 77 Les recettes des opérations de répartition non fiscales, quant à elles sont à répartir entre trois catégories : · les revenus financiers (catégorie 74) · les transferts à recevoir (catégorie 76) · les amendes et confiscations (catégorie 77).

2. PRESENTATION DETAILLEE

54. LES GROUPES DE RECETTES DE LA CATEGORIE 72 : LES IMPOTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES PATRIMOINES

On retiendra comme critère de classification en groupes à l'intérieur de cette catégorie de recettes : · la répartition entre les impôts qui concernent le revenu des sociétés et ceux qui concernent le revenu des personnes physiques, · la répartition entre les impôts généraux sur le revenu et les impôts portant sur une catégorie spécifique de revenus, · la distinction entre revenus, bénéfices et gains en capital. Les impôts et taxes concernés seront codés d'abord par le chiffre 72 puis sont classés selon les critères ci-dessus en six groupes : 1. impôts sur les revenus des personnes physiques 2. impôts sur les bénéfices des sociétés 3. autres impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital 4. impôts sur les salaires versés 5. impôts sur la propriété 6. impôts sur les mutations et les transactions. Les impôts sur le revenu des personnes physiques (groupes 721 et 722) L'actuel code général des impôts présente deux sortes d'impôts sur le revenu : · une taxe proportionnelle à des taux modulés selon la catégorie de revenu · une surtaxe progressive générale frappant le revenu net global (article 29 , chapitre 2 du titre 1 du code des impôts) Les impôts généraux sur le montant total des revenus des personnes physiques Cette catégorie regroupe les impôts portant sur le revenu global des personnes physiques, y compris les retenues à la source, surtaxes et autres impôts complémentaires. Il n'y a pas actuellement au Cameroun un tel impôt sur les revenus mais des impôts spécifiques aux différentes catégories de revenus. Il a été toutefois prévu un numéro de code 7211 pour le cas où un tel impôt serait institué. L'acompte de 1 % retenu à la source n'étant qu'une modalité de paiement au même titre que les impôts à paiement spontanés, ne constitue pas une nature de recette spécifique pour la classification des recettes budgétaires. Les impôts portant une catégorie spécifique de revenus des personnes physiques · les impôts sur les traitements et salaires · les impôts et taxes sur les dividendes, les intérêts, le revenu des valeurs mobilières des capitaux mobiliers, le produit des actions ou parts sociales · les loyers, les prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière · les redevances, les pensions et les rentes · les bénéfices, les bénéfices industriels et commerciaux. Les taxes proportionnelles sont classées selon les catégories de revenus à partir des 7 catégories déterminés par le CGI : 721 Impôt sur le revenu des personnes physiques 7211- impôt général sur les revenus des personnes physiques 7219- surtaxe progressive 721 Impôts sur les catégories spécifiques des revenus des personnes physiques 7212- taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux 7213- taxe proportionnelle sur les bénéfices des

professions artisanales 7214- taxe proportionnelle sur les revenus fonciers 7215- taxe proportionnelle sur les bénéfices agricoles 7216- taxe proportionnelle sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères 7217- taxe proportionnelle sur les bénéfices non commerciaux 7218- taxe proportionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers Le groupe 722 n'est pas utilisé mais reste disponible pour le cas où de nouveaux impôts sur le revenu seraient institués. Les impôts sur les bénéfices des sociétés (groupe 723) Au titre I du Code Général des Impôts, il est indiqué que : " Il est établi un impôt sur l'ensemble des bénéfices ou revenus réalisés par les sociétés et autres personnes morales. Cet impôt est désigné sous le nom d'impôt sur les sociétés ". La nomenclature retient donc cet impôt général sur les sociétés sans tenir compte des modalités d'imposition ou de paiement telles que le précompte de 1 % ou l'impôt minimum forfaitaire qui en font partie. Il en serait de même pour toutes taxes supplémentaires. A l'inverse, puisqu'il est dans les habitudes de faire une distinction entre les impôts sur les sociétés pétrolières et les autres impôts afin de faciliter les analyses, cette différenciation est reprise dans la nomenclature de la manière suivante : 723 Impôts sur les bénéfices des sociétés 7231- Impôts sur les bénéfices des sociétés non pétrolières 7232- Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières Les autres impôts sur les sociétés ne sont pas classés puisqu'ils sont intégrés au sein de l'IS (plus values de cession, revenus des capitaux mobiliers, redevances foncières). Les impôts sur les revenus communs aux personnes physiques et aux sociétés (groupe 724) La taxe proportionnelle sur les revenus versés à l'étranger Une taxe spéciale sur les revenus services aux personnes physiques et morales domiciliés hors du Cameroun a été instituée par l'article dixième de la loi du 29 juin 1979, complété par l'article 7 de la loi de finances pour l'exercice 1980/81. Cet article 7 énonce la liste des revenus concernés ; 724 Impôts sur les revenus services aux personnes domiciliées hors Cameroun 7245 Taxe spéciale de 15 % sur les revenus services aux personnes physiques et morales domiciliées hors Cameroun ; Les impôts ou taxes sur les gains en capital et les plus-values de cession (groupe 725) 725 - Les impôts sur les gains en capital et les plus-values de cession 7251 - Les impôts sur les plus-values sur cession immobilière réalisées hors bilan par les personnes physiques 7259 impôts sur les autres gains en capital Les impôts sur les salaires versés et la main d'œuvre (groupe 726) Entrent dans cette catégorie les impôts acquittés sur les salaires, en pourcentage ou d'après un montant forfaitaire. Toutefois une catégorie de recettes reste prévue pour le cas où ce type de taxe serait institué au profit de l'Etat (taxe professionnelle par exemple). 726 - Les impôts sur les salaires versés et la main d'œuvre 7269 - reliquat sur taxe d'apprentissage Les impôts sur la propriété (groupe 727) Font partie de cette catégorie : · les impôts sur la propriété immobilière · les autres impôts sur la propriété. Les impôts sur la propriété immobilière Il s'agit de la taxe foncière A l'article 346 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de la Curatelle, il est dit : " La taxe foncière est un impôt établi annuellement sur les propriétés immobilières, bâties ou non, situées sur le territoire camerounais " et à l'article 348, " sont redevables de la taxe foncière, toutes les personnes physiques ou morales propriétaires d'immeubles bâtis ou non, y compris les propriétaires de fait ". Les autres impôts sur la propriété Il existe en outre une taxe sur la possession d'armes. La classification permet d'en ajouter d'autres. Les Impôts sur les mutations et les transactions (groupe 728) Il s'agit des impôts qui frappent la mutation de biens meubles et immeubles. Font partie de cette catégorie, · les impôts sur les mutations, donations et successions, · les impôts sur les transactions mobilières et immobilières. Les droits et taxes sur les mutations Il s'agit des droits et taxes sur les successions, impôts, droits et taxes sur les dons, les donations et les legs. Sont compris également dans cette catégorie, les droits d'enregistrement (ou taxe spéciale) sur les mutations à titre gratuit. A l'article 4 du Code de l'enregistrement, du timbre et de la curatelle, il est dit : " Le droit proportionnel, progressif ou dégressif est établi pour les transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, soit entre vifs, soit par décès, les obligations,

libérations, condamnations, attributions, collocations, ou liquidations de sommes et valeurs ". L'article 303 de ce même code indique le barème des droits, il est indiqué : - mutations par décès, - mutations entre vifs à titre gratuit. Les droits et taxes sur les transactions Sont compris dans cette catégorie, les droits d'enregistrement (ou taxe spéciale) sur les mutations à titre onéreux, les droits d'enregistrement sur l'échange d'immeubles, taxe sur les cessions de terrains et de biens immobiliers, taxe sur les ventes d'équipements, taxe sur les transferts en capital, tous les autres impôts ou droits d'enregistrement sur le transfert de la propriété, de terrains, de biens immobiliers (ou fonciers), de biens en capital, de patrimoine, impôts ou droits d'enregistrement frappant les opérations sur valeurs mobilières, taxe sur les émissions de valeurs mobilières, taxe sur la création d'actions, taxe sur les opérations de bourse, taxe frappant les opérations de courtage, taxe sur les lettres de change, taxes sur les chèques, les découverts, les virements bancaires, droits d'hypothèques et taxe sur l'acquisition de biens immobiliers, droits d'inscription à la conservation des hypothèques, droits de cadastre. Toutes ces taxes n'existent pas au Cameroun ; dans le cas où elles seraient créées, il serait possible d'utiliser le groupe 729. A l'article 303 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de la Curatelle, il est indiqué que les mutations en vue de la construction-vente ou de la location-vente, font l'objet de droits d'enregistrement à un tarif spécifique. A l'article 305, est instituée une taxe spéciale sur les cessions d'actions et de parts, intitulé Taxe Spéciale sur les Sociétés.

728 Impôts sur les mutations et les transactions 7281 Droits d'enregistrement sur les mutations par décès 7282 Droits d'enregistrement sur les mutations entre vifs à titre gratuit 7283 Droits d'enregistrement sur les mutations immobilières 7284 Droits de bail 7285 Droits d'enregistrement des marchés 7286 Taxe spéciale sur les sociétés 7289 Droits et taxes sur les autres mutations et transactions.

55. LES GROUPES DE RECETTES DE LA CATEGORIE

73 : LES RECETTES FISCALES SUR LES BIENS ET SERVICES

Il s'agit des impôts et droits perçus sur la production, l'extraction, la vente, le transfert, la location ou la livraison de biens et de prestations de services ou sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités. On entend par là aussi bien les taxes perçues à un seul stade du cycle de production et de commercialisation que les taxes cumulatives en cascade. Toutes les taxes générales sur les ventes perçues au stade de la production ou de la fabrication, de la vente en gros ou de la vente au détail, les taxes sur la valeur ajoutée, les assises (taxes sur des produits déterminés), ainsi que les taxes perçues par exemple sur la distribution (produits pétroliers), l'utilisation des véhicules à moteur ou d'autres biens ou sur l'autorisation d'exercer certaines activités, d'exploiter les forêts par exemple. Les impôts qui frappent le commerce international en font partie. Sont également compris les impôts sur l'extraction, la transformation ou la production de minéraux ainsi que toutes taxes perçues au titre d'opérations sur biens et services en fonction de certaines caractéristiques propres telles que la valeur, le poids, le volume, etc. Les impôts de cette catégorie sont répartis selon les groupes suivants : 1. Impôts généraux sur le chiffre d'affaires ou la valeur ajoutée 2. Taxes perçues sur les produits déterminés et droits d'assise 3. Impôts sur la rémunération de services spécifiques 4. Impôts sur l'autorisation d'exercer une activité industrielle ou commerciale 5. Impôts sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités à des fins non professionnelles 6. Autres impôts sur les biens et services 7. Impôts, taxes et droits à l'importation 8. Impôts, taxes et droits à l'exportation 9. Droits d'enregistrement et de timbre et autres recettes fiscales. Impôts généraux sur le chiffre d'affaires ou la valeur ajoutée (groupe 730) Sont classés sous cette rubrique, tous les impôts, autres que les droits à l'importation et à l'exportation, perçus sur la vente, la location, le

transfert, la livraison ou la production d'une large gamme de biens et sur la prestation d'une large gamme de services. Il convient donc d'y faire figurer les impôts ou taxes sur le chiffre d'affaires et les taxes sur la valeur ajoutée. Toutes taxes générales sur les consommations ou sur les recettes brutes, taxes sur les ventes au détail, taxes à la production, taxes sur les ventes en gros, taxes sur les services, taxes générales sur les transactions, taxes sur les affaires ou les prestations de services, taxes uniques globales à la production ou sur les prestations de services, taxes forfaitaires représentatives de la taxe sur les transactions. Un régime de taxes sur la valeur ajoutée a été instauré par l'article huitième de la loi du 1er juillet 1998 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 1998/1999. La nomenclature budgétaire classe les TVA dans leur ensemble au code 7211 en remplacement des taxes sur le chiffre d'affaires qui n'ont plus cours. Dans le cas où des TCA seraient de nouveau instituées, elles seraient codées dans ce groupe.

730 impôts généraux sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires
7301 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
7302 TVA à l'importation
Les taxes perçues sur des produits déterminés et les droits d'assise (groupe 731) Cette catégorie comprend les taxes perçues sur des produits déterminés ou sur une gamme limitée de produits. Ces taxes ou assises peuvent être perçues à un stade quelconque de la production ou de la distribution et être calculées par référence au poids, à la puissance, à la quantité du produit ou en fonction de sa valeur.

Taxe sur la distribution des produits pétroliers Une taxe spéciale a été instituée sur la distribution des produits pétroliers en même temps que la taxe sur la valeur ajoutée par la même loi du 1er juillet 1998 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 1998/99.

Vignette sur les tabacs Une vignette sur les tabacs manufacturés importés ou produits localement a été instituée par la loi du 18 juillet 1997 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 1997/98.

Droits d'assise L'article huitième de la loi du 1er juillet 1998 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 1998/99 qui institue la base sur la valeur ajoutée, ajoute également les droits d'assise et donne en son annexe, une liste restrictive des produits soumis au droit d'assise : - bières, vins, apéritifs, alcools, - tabac, - pierres précieuses, métaux précieux, - bijouterie, joaillerie.

L'ensemble des droits d'assise constitue une seule imputation budgétaire 7319 mais les autres taxes ou droits sur produits déterminés peuvent être détaillés par groupes de produits si nécessaire de 7311 à 7318. Est également incluse dans cette catégorie, la taxe sur la distribution de carburant qui n'est pas considérée comme un droit d'assise qui est bien une taxe sur un produit déterminé.

731 Taxes sur des produits déterminés et droits d'assise
7311 Taxes sur les produits pétroliers (TSPP)
7312 Vignette sur les tabacs manufacturés
7319 Droits d'assise
Les impôts sur la rémunération de services spécifiques (groupe 732) Sont enregistrés à ce poste tous les impôts calculés sur la rémunération de services spécifiques :
Taxes à l'essieu Le Code de l'Enregistrement précise en son article 388, qu'il est institué une taxe à l'essieu sur les véhicules automobiles de charge utile au moins égale à trois tonnes et circulant sur le territoire camerounais.

732 Taxes sur des services déterminés
7323 Taxes de visite technique des véhicules destinés au transport des produits de pêche
7325 Taxes d'inspection sanitaire et vétérinaire
Les impôts sur le droit d'exercer une activité industrielle ou commerciale (groupe 733) Cette catégorie comprend les impôts frappant le droit d'exercer une activité industrielle ou commerciale ou une profession particulière. Se trouvent ainsi incluses les taxes à caractère général qui sont perçues sous forme de montant fixe, d'après un barème correspondant au genre d'activité, ou sur la base de divers indicateurs tels que la superficie des locaux, la puissance installée, le capital, la capacité de transport, etc. Cette catégorie comprend notamment les impôts non périodiques sur l'utilisation de biens ou sur l'autorisation d'exercer des activités ainsi que les impôts prélevés chaque fois que des biens sont utilisés.

Redevances forestières annuelles Pour les ventes de coupe et les conventions d'exploitation forestière, les exploitations ont à verser une redevance forestière annuelle (article 66 du régime des forêts, de la faune et de la pêche). Concernant la vignette, l'article

373 précise " Il est institué un droit de timbre sur les véhicules automobiles et sur les engins à moteur à deux roues en circulation sur le territoire camerounais ". 733 Impôts sur le droit d'exercer une activité professionnelle 7331 Redevance forestière annuelle 7332 Taxe d'exploitation (recette d'élevage et pêche) 7333 Droits sur la constitution et la fusion des sociétés 7334 Autorisation des spectacles 7335 Droits de collecte des substances précieuses (fiscalité minière) 7336 Droits superficiaires des permis d'exploitation 7337 Taxe d'inspection sanitaire à la production 7338 Taxe sur les jeux de hasard et de divertissement 7339 Renouvellement des autorisations de prospection (fiscalité minière). On ne doit pas faire figurer sous cette rubrique les droits acquittés pour la prestation d'un service comme par exemple, les droits obligatoires en paiement d'un service réglementaire tels que les droits de passeport ou les frais de justice ou de paiements volontaires en contrepartie d'un service non réglementaire, comme les droits d'admission dans les musées ou les frais de scolarité ou d'hôpital. Tous ces droits sont considérés comme des recettes non fiscales et doivent être budgétisés sous le code 71. Les impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités à des fins non professionnelles (groupe 734) Cette rubrique comprend les autres impôts sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités qui ne sont pas liées à l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale ou d'une profession, comme les taxes perçues lors de la délivrance de permis de chasse, de tir ou de pêche ou les taxes sur les animaux.

734 Impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités

7341 - Droit de timbre sur les automobiles

7342 - Droit de timbre sur permis et licences de chasse ou de pêche

7343 - Droit de timbre sur permis de capture d'animaux non protégés

7344 - Droit de timbre sur permis de collecte des dépouilles et animaux

7345 - Taxe de collecte des peaux et dépouilles - autre taxe forfaitaire

7346 - Droit de timbre sur permis de recherche à but scientifique

7347 - Droit de timbre sur certificats d'immatriculation des appareils de jeux de hasard

7348 - Droit de timbre sur permis de port d'arme.

Par exemple, le Code de l'Enregistrement institue un timbre fiscal pour :

- le permis de port d'arme

- le permis de chasse (articles 226 et 227 du Code de l'Enregistrement).

Les autres impôts sur les biens et services (groupe 735) Cette catégorie comprend tous les autres impôts sur les biens et services qui ne figurent pas dans les catégories précédentes, comme les taxes d'extraction minière :

- taxes d'extraction

- taxe sur la production agricole,

- taxe d'abattage.

Une taxe d'abattage est calculée sur la base FOB des grumes et doit être versée par toute personne qui acquiert des grumes sur le marché local.

735 Impôts sur l'exploitation des forêts, mines, carrières et autres ressources naturelles

7353 Autres droits et taxes du secteur forestier

7355 Taxes à l'extraction des carrières 7356 Redevance à la production des eaux. Les droits de douane et les autres taxes à l'importation (groupe 736) Cette rubrique comprend tous les prélèvements perçus sur les biens en raison de leur entrée dans le pays, qu'il s'agisse de droits spécifiques ou de droits ad valorem, à condition que la loi en restreigne l'application aux produits importés.

736 Droits et taxes à l'importation

7361 Précomptes à l'importation

7362 Droits de douane à l'importation

7363 Droits de douane sur le pétrole

7364 Redevance informatique

7365 Taxe d'inspection sanitaire vétérinaire à l'importation

7369 Autres taxes budgétaires sur le commerce extérieur. Les droits et taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur (groupe 737) Les taxes à l'exportation comprennent tous les prélèvements fondés sur le fait que des marchandises sont expédiées hors du pays :

- taxes et droits généraux frappant les exportations,
- droits spéciaux sur certaines exportations,
- taxe de contrôle de la qualité à l'exportation,
- taxe de recherche et de conditionnement - taxe statistique.

En particulier, des droits de sortie sont perçus sur les grumes et les bois ouvrés ou semi-ouvrés exportés ou vendus aux unités de transformation locales.

737 Droits et taxes à l'exportation 7371 Droit unique de sortie sur les marchandises hors bois

7372 Droit unique de sortie sur les bois 7373 Surtaxe à l'exportation des produits forestiers

7374 Taxe d'inspection sanitaire vétérinaire à l'exportation 7376 Taxe d'inspection sanitaire vétérinaire sur le transit international Cette catégorie comprend également les autres impôts qui se rapportent à divers aspects du commerce extérieur et des transactions internationales.

Les droits d'enregistrement et de timbre et les autres recettes fiscales (groupe 738) Sont enregistrés ici les droits de timbre qui ne tombent pas exclusivement ou essentiellement dans l'une des catégories de transactions ou d'activités indiquées plus haut. Il s'agit par exemple des recettes provenant de la vente de timbres devant être apposés par exemple sur les contrats, les billets d'entrée, les chèques et les factures qu'il n'est pas possible de ventiler. A l'article 4 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de la Curatelle, il est dit : " Le droit fixe s'applique aux actes qui ne contiennent ni obligations, ni condamnations de sommes et valeurs, ni libérations, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, et d'une façon générale, à tous autres actes, même exempts de l'enregistrement, qui sont présentés volontairement à la propriété ". Concernant le timbre, " La contribution du timbre est établie indépendamment des droits d'enregistrement, sur tous papiers destinés aux actes civils et judiciaires et aux écritures qui peuvent être produites en justice et faire foi ".

Timbres sur les connaissements et les contrats de transport Le Code de l'Enregistrement institue également un timbre fiscal pour : · les connaissements établis à l'occasion d'un transport fluvial ou maritime (article 228) · les contrats de transport ou marchandises par voie terrestre, aérienne ou fluviale (article 229). Droits de timbre sur la publicité Concernant la publicité, l'article 367 précise : Sont assujettis à un droit de timbre sur la publicité, les affiches, les tracts ou prospectus, les panneaux publicitaires, la publicité par presse, la radio, le cinéma, la télévision. Droit de timbre d'aéroport. Doit également être considéré comme taxe sur la rémunération de services spécifiques, " le droit de timbre d'aéroport pour tous les vols commerciaux à partir du territoire camerounais " institué par l'article 383 du Code de l'Enregistrement.

738 Droits d'enregistrement et de timbre

7380 Droit de timbre sur les cartes nationales d'identité, cartes de séjour et cartes de résidents

7381 Enregistrements sur minutes, brevets, originaux ou sur déclaration

7382 Timbre de dimension et timbre gradué

7383 Timbres en débet

7384 Droits de timbre sur permis de conduire et capacité

7385 Droits de timbre sur cartes grises

7386 Timbres de délivrance des passeports et laissez-passer, visas et sauf conduits

7387 Timbres sur les connaissances et les contrats de transport

7388 Timbres d'aéroport

7389 Timbres sur la publicité. Les autres impôts non classés ailleurs (groupe 739) Sont regroupés ici tous les impôts qui n'entrent dans aucune des catégories ci-dessus. Cette catégorie comprend également les impôts perçus sur un ensemble de plusieurs bases, dont le produit ne peut être facilement ventilé. Toutefois ce poste ne doit pas comprendre les catégories résiduelles telles que les recettes recouvrées sur des émissions de rôles se rapportant aux exercices antérieurs. Ces recouvrements doivent être répartis par catégorie d'impôt chaque fois que cela est possible. Les intérêts et pénalités reçus pour retard ou défaut de paiement d'impôt, qu'il n'a pas été possible d'identifier comme se rapportant à une catégorie d'impôt et de ventiler en conséquence, figurent également ici.

739 - Autres impôts non classés ailleurs

7398 - pourcentages attribués à l'Etat sur taxes au profit des collectivités locales

56. LES RECETTES NON FISCALES

Les productions et services vendus (code 71) Le compte 71 est destiné dans le Plan Comptable Public, aux opérations en recettes relatives à la production et aux services vendus par des unités administratives classées parmi les agents non producteurs de biens et services marchands. Il sera principalement utilisé pour classer trois catégories de recettes : Les paiements obligatoires afférents à des services à caractère réglementaire Cette catégorie comprend les paiements obligatoires afférents à des services à caractère réglementaire tels que les droits de délivrance de permis de conduire ou les frais de passeport et de justice, qui sont obligatoires et inévitables dès lors qu'on a besoin de ces services. Ces droits obligatoires frappant les services à caractère réglementaire ne sont pas considérées comme représentant un paiement à des fins de consommation privée. 710 Droits et frais administratifs 7101 Frais de visas - 06 7102 Frais de délivrance des actes judiciaires et extrajudiciaires des dossiers - 08 7103 Frais de constitution des dossiers - 08 7104 Contributions aux frais de scolarité - 08 7105 Frais d'examen et de concours - 15 7106 Commissions de transfert - 15 7107 Déclarations d'importation - 20 7108 Frais de scolarité et d'internat dans les écoles de formation - 21 7109 Frais de scolarité dans les écoles de formation - 30 7110 Certificats médicaux et médicaux légaux - 36 7111 Frais d'inscription et de formation dans les Centres de formation professionnelle d'employés de bureau et des métiers industriels - 40 7112 Contribution au titre des agréments des bureaux ou offices privés de placement des travailleurs - 41 7113 Contribution au titre des agréments des entreprises de travail temporaire - 41 7114 Frais de scolarité de l'Ecole Nationale des Assistants des Affaires Sociales-43 7115 Frais d'établissement des permis de conduire 7116 Frais d'établissement des cartes grises 7117 Droits sur la délivrance des relevés 7118 Droits sur les travaux topographiques et cadastraux 7120 Droits sur la délivrance des cartes de contribuable 7121 Droits sur les décisions de justice 7122 Frais de délivrance des passeports et laissez-passer 7123 Frais de délivrance des cartes d'identité et de séjour 7124 Frais d'agrément phytosanitaires 7125 Prélèvements sur les rémunérations des officiers ministériels 7126 Immatriculations au registre de commerce. Par exemple, le Code de l'Enregistrement institue un timbre fiscal pour : - la délivrance et la prorogation des passeports individuels ou collectifs, le visa apposé sur le passeport des ressortissants étrangers ainsi que les laissez-passe, - les cartes d'identité et de séjour, - les permis de conduire et les cartes grises. Les recettes sur

ventes de biens et services accessoires aux activités usuelles de caractère public des départements ministériels Ces ventes ne doivent pas être considérées comme une activité industrielle distincte et l'organisme vendeur ne doit pas être classé dans les unités de production marchande des administrations publiques. Exemples : - ventes de semences et de produits des fermes expérimentales, - ventes de coupes de bois des forêts domaniales, - ventes de produits fabriqués dans les écoles, - ventes de reproductions de documents, photos, cartes géographiques - loyers de bâtiments, de machines et d'équipements. 71 Ventes accessoires de biens 7141 Ventes de cartouches dans les cartoucheries - 13 7142 Frais de séjour dans les centres d'accueil du MINDEF - 13 7143 Formation, reproduction de documents aux archives nationales - 14 7144 Prises de vues aériennes - 14 7145 Ventes du programme général des échanges - 21 7146 Ventes des produits de fermes - 30 7147 Interventions dans les cliniques vétérinaires - 31 7148 Vaccinations (vétérinaires) - 31 7149 Ventes de cartes géologiques - 32 7150 Recettes relatives à la vente d'or - 32 7151 Recettes relatives à la vente de produits pétroliers - 32 7152 Recettes des forages - 32 7153 Ventes aux enchères des produits fauniques - 33 7154 Frais de cession des insignes et médailles - 41 7155 Produits des activités des centres de promotion de la femme - 42 7156 Produits de la vente des articles fabriqués par les unités de formation professionnelle, les ateliers artisanaux, les ateliers de prothèses et d'orthèses - 43 Les recettes au titre de services fournis par des administrations publiques à but non lucratif qui ne sont pas constitués en entreprises publiques Exemples : - frais factures par les hôpitaux et dispensaires publics - droits de scolarité perçus dans les établissements d'enseignement public - droits d'admission dans les musées, parcs, stades ou piscines ou tous centres cultures et de loisirs des administrations publiques. 71 Ventes de prestations de services 7168 Recettes de garage administratif 7169 Agréments des activités touristiques et hôtelières 7171 Utilisation de la main d'œuvre pénale - 07 7172 Prestations des hôpitaux militaires - 13 7173 Visite des musées, expositions, sites et monuments historiques - 14 7174 Recettes des stades et rencontres sportives - 16 7175 Recettes des spectacles et manifestations culturelles - 14 7176 Recettes des centres de jeunesse et d'animation - 16 7177 Inscription au fichier import/export - 21 7178 Inspection des appareils de pression à gaz - 32 7179 Recettes des services de l'environnement et des forêts - 33 7180 Frais de passage sur les bacs - 40 7181 Hospitalisations - 40 7182 Consultations - 40 7183 Accouchements - 40 7184 Recouvrement des coûts de la santé et des médicaments essentiels - 40 7185 Morgues - 40 7186 Recettes du Centre National de Réhabilitation des Handicapés - 43 7187 Recettes du péage - 46 7188 Recettes du pesage - 46 7189 Visites techniques - 46 Les revenus des domaines, loyers perçus pour les bâtiments et les équipements

71 Loyers des immeubles et revenus des domaines

7191 Revenu des immeubles publics loués 7192 Revenu des logements occupés par fonctionnaires et agents

7193 Frais de location des engins et équipements - 13

7194 Location des salles de spectacle - 14

7195 Loyers des terrains

7196 Autres revenus des domaines Les revenus des entreprises et produits financiers à recevoir (catégorie 74) Les produits financiers correspondent à la rémunération du capital de l'Etat : · intérêts, primes d'émission et de remboursement sur des titres obligataires détenus par l'Etat · rémunération de certains créances (dépôts et titres à court terme et crédits) caractérisée par le versement d'échéances prévues d'avance · dividendes versées par les entreprises dont l'Etat est actionnaire · parts dans les bénéfices de toutes sociétés dont l'Etat est tout ou partie propriétaire. Ils comprennent également les revenus versés aux unités par les entreprises publiques dotées de la personnalité juridique, mais n'ayant pas la forme de sociétés, y compris tantièmes et jetons de présence.

74 1 Revenus provenant des entreprises
7411 Revenus de diverses compagnies pétrolières
745 Produits financiers à recevoir
7451 Rémunérations des dépôts bancaires
7452 Intérêts des obligations
7453 Intérêts des bons et effets
7454 Intérêts des autres titres
7455 Intérêts des prêts
7456 Dividendes des actions et participations
7457 Rémunération des avals accordés par l'Etat

57. LES TRANSFERTS A RECEVOIR 76, LES AMENDES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES 77

Le compte 76 est destiné à retracer : - les cotisations sociales à recevoir. Ce sous-compte comporte les cotisations sociales à recevoir des ménages et des employeurs par les organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, ainsi que les retenues à opérer par les unités administratives sur le traitement brut de leurs salariés en vue de " constituer des caisses de retraite ou autres fonds à caractère social ". - les transferts courants reçus des autres unités administratives à l'exclusion des subventions et des transferts en capital - La coopération internationale comporte tous les dons en espèce ou en nature et les subventions reçues des Etats étrangers et des organismes internationaux. Les catégories de dépense à budgétiser sous le code 76 au titre des cotisations sociales à recevoir Cette catégorie comprend tous les paiements obligatoires que les personnes assurées ou leurs employeurs effectuent auprès d'institutions publiques fournissant des prestations sociales pour acquérir ou maintenir leur droit à ces prestations ; les cotisations doivent cependant être perçues en fonction du salaire, de la masse salariale ou des effectifs. Les cotisations aux caisses de retraite et aux caisses de protection sociale des fonctionnaires et assimilés relevant des administrations publiques Cotisations salariales aux caisses générales de retraite ou de protection sociale des fonctionnaires, aux caisses de retraite des forces armées, aux caisses de retraite des enseignants et cotisations patronales à ces mêmes caisses reçues d'autres niveaux des administrations publiques.

761 Cotisations aux caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés relevant des administrations publiques

7611 cotisations des fonctionnaires

7612 cotisations patronales des différents niveaux de l'Administration

762 Cotisations aux caisses de protection sociale des fonctionnaires et assimilés relevant des administrations publiques

7621 cotisations des fonctionnaires

7622 cotisations patronales des différents niveaux de l'Administration Les catégories de dépense à budgétiser sous le code 76 au titre de la coopération internationale Cette catégorie comprend les dons reçus des administrations publiques étrangères ou des organisations internationales dont les membres sont les gouvernements. Il s'agit de dons en espèces qui comprennent tous les paiements sans contrepartie et non remboursables reçus de ces administrations publiques ou institutions internationales. Les dons peuvent se présenter sous forme de sommes données pour des projets ou des programmes déterminés, de subventions générales au budget ou être destinés à tout autre objectif. Le terme " don " tel qu'il est employé ici, désigne alors des transferts entre administrations publiques ou institutions

internationales. Ils peuvent également provenir de dépôts résultant de ventes dans le pays de marchandises reçues dans le cadre de programmes d'aide ou de paiements en monnaie nationale représentant les intérêts ou le remboursement de prêts précédemment consentis par des administrations publiques étrangères ou par des institutions internationales de développement. On distingue les dons courants et les dons en capital : - les dons courants sont des dons qui sont effectués pour couvrir des dépenses courantes qui répondent à des objectifs généraux ; les dons destinés à l'acquisition de matériels, d'installations ou de services militaires sont tous à budgétiser en tant que dons courants, - les dons en capital ont pour objet de financer l'acquisition ou la construction de biens durables, ayant une vie utile dépassant normalement un an et une valeur supérieure à un montant minimum important, et utilisables à des fins productives non militaires. On y enregistrera donc comme dons en capital, les dons monétaires destinés à financer la construction de routes, de barrages, d'ouvrages d'irrigation, d'hôpitaux, d'écoles, de centres sociaux, de stades, de centres culturels ou récréatifs ou d'autres bâtiments ou l'acquisition d'autres biens de capital. 763 Dons de la coopération multilatérale mondiale 7631 International Development Association (IDA) 7632 Fonds International de Développement (FIDA) 7633 Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) 7634 Dons des Fonds Africains de Développement (FAD) 7635 Dons de la Banque Arabe pour le Développement 7636 Dons de la Banque Islamique pour le Développement 764 Dons de la coopération multilatérale de l'Union Européenne 7641 Dons des Fonds Européens de Développement (FED) 7642 Dons de l'Union Européenne STABEX 7645 Autres dons de l'Union Européenne 765/6 Dons de la coopération bilatérale des pays de l'Union Européenne et des autres pays d'Europe 7651 Dons de la France et du FAC 7652 Dons de l'Allemagne et de la GTZ 7653 Dons du Royaume Uni 7654 Dons des Pays-Bas 7655 Dons de la Belgique 7656 Dons du Luxembourg 7657 Dons de l'Italie 7658 Dons de l'Espagne 7659 Dons du Portugal 7660 Dons de la Grèce 7661 Dons du Danemark 7662 Dons de la Suède 7663 Dons de la Finlande 7664 Dons de l'Irlande 7665 Dons de l'Autriche 7666 Dons de la Suisse 7667 Dons de la Norvège 7668 Dons de la Russie 7669 Dons autres pays d'Europe 767 Dons de la coopération bilatérale des pays d'Asie 7671 Dons du gouvernement chinois 7672 Dons du gouvernement japonais (JICA) et du Fonds japonais de coopération d'outre-mer (OECF) 7673 Dons de la Corée du Sud et des autres pays d'Extrême-Orient 7674 Dons d'Israël 7675 Dons de l'Arabie Saoudite et des émirats 7676 Dons des autres pays d'Asie 7677 Dons des autres pays d'Asie 7678 Dons des autres pays d'Asie 7679 Dons des autres pays d'Asie 768 Dons de la coopération bilatérale des pays d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie 7681 Dons de l'Afrique du Sud 7682 Dons des autres pays d'Afrique 7683 Dons des autres pays d'Afrique 7684 Dons des autres pays d'Afrique 7685 Dons du Canada 7686 Dons des Etats-Unis 7687 Dons des autres pays d'Amérique 7688 Dons des autres pays d'Amérique 7689 Dons de l'Australie et des autres pays de l'Océanie 769 Dons exceptionnels de la coopération internationale 7691 Dons exceptionnels multilatéraux 7692 Dons exceptionnels bilatéraux France 7699 Autres dons exceptionnels La catégorie 77 enregistre tous les produits, les transferts reçus et les profits divers non imputables aux autres comptes de la classe 7. Il s'agit donc de recettes non fiscales. On distingue principalement : - les produits divers n'ayant ni le caractère de ventes de biens et services, ni celui de recettes fiscales, ni celui de produits financiers, - les transferts courants reçus des administrations privées, des institutions financières, des entreprises et des ménages à l'exclusion des cotisations sociales, des transferts courants des autres unités administratives, de la coopération internationale et des subventions, - les profits exceptionnels (retrées sur créances amorties, gains de change, etc). Sont comprises dans cette catégorie les amendes, pénalités et confiscations qui ne sont pas attribuables à des infractions fiscales, par exemple celles qui sanctionnent les infractions du code de la route. Les amendes et pénalités fiscales sont classées avec l'impôt auquel elles se rapportent ou, si celui-ci n'est pas identifiable, dans les autres recettes fiscales (7). Les amendes, pénalités et confiscations dont

le motif n'est pas connu doivent être enregistrées dans la présente catégorie. Les catégories de dépense à budgétiser sous le code 77 : les amendes et condamnations pécuniaires et les produits divers Les amendes, pénalités et condamnations pécuniaires sont considérées comme les recettes non fiscales. Elles sont regroupées sous le code 77. 77 Autres produits et profits divers 771 Amendes et condamnations pécuniaires 7711 Amendes pénales - 08 7712 Amendes civiles - 08 7713 Amendes pour infractions à la réglementation de l'exploitation cinématographique - 14 7714 Amendes pour infractions à la réglementation des charges-20 7715 Amendes suite aux contrôles métrologiques - 20 7716 Amendes consécutives aux contrôles phytosanitaires - 30 7717 Amendes des établissements classés dangereux, insalubres et incommodes-32 7718 Produits des amendes, transactions, dommages et intérêts du MINEF-33 7719 Autres amendes 7720 Autres produits et profits divers 7721 Recettes des bons de caisse impayés 7722 Reversement à la Société de Recouvrement des Créances 7729 Autres produits et profits divers

58. RECETTES EN CAPITAL

Les ventes d'actifs incorporels Les ventes d'actifs incorporels sont des actifs qui n'ont pas de contrepartie dans le passif d'un autre agent et qui, de ce fait, ne représentent pas des créances sur des tiers. Il s'agit des droits d'exploiter des gisements de minéraux et des zones de pêche, d'autres concessions et des baux relatifs aux terrains, des brevets, des droits d'auteur et des marques de fabrique. Les ventes de terrains Sous le code, doivent être budgétisées les recettes ci-dessous : Les ventes de terrains, de forêts, de lacs et étangs et de gisements souterrains, mais non celles des structures ou autres constructions analogues qui y sont édifiées. Lorsque la valeur du terrain ne peut être dissociée de celle de la structure vendue, le montant total doit être classé en fonction de l'élément prédominant. Les autres immobilisations incorporelles Sous le code 21, doivent être budgétisées les recettes ci-dessous : - cession, disparition ou destruction donnant lieu à indemnité, - mise hors service, mise au rebut, disparition sans indemnité, - remise en affectation à une autre unité institutionnelle de la valeur des immobilisations. Cette catégorie regroupe les ventes par les administrations publiques, de biens de capital fixe : - les immeubles à usage d'habitation, - les autres bâtiments et ouvrages, - le matériel de transport, - les machines et autres équipements. En sont exclus : · les actifs corporels non reproductibles tels que les terrains, les gisements de minéraux (code 21), · le petit outillage, les pièces détachées et les équipements de faible valeur. Les biens de capital des entreprises publiques ne sont considérés comme la propriété des administrations que par l'intermédiaire des participations que celles-ci détiennent dans ces entreprises. Les ventes de participations n'apparaissent pas ici, mais sont enregistrées dans les prêts moins recouvrements. Les cessions de titres et participations Cette catégorie de recettes correspond à des cessions de participation dans le capital des entreprises qui sont effectués pour des raisons de politique générale.

59. LES TIRAGES SUR EMPRUNTS CONTRACTES

Les tirages sur emprunts ne sont pas des ressources budgétaires et ne devraient donc pas figurer dans la nomenclature des recettes mais plutôt dans une nomenclature des opérations financières. C'est pourquoi il leur est attribué un code selon les mêmes critères de classification que la nomenclature des recettes. Selon le PCP, les opérations financières sont du domaine de la classe 1 et seront donc classées dans la nomenclature des recettes dans une catégorie identifiée par les codes 15 ou 16. Ces codes seront suivis d'un code en deux chiffres identifiant le prêteur.

15 - TIRAGES SUR EMPRUNTS A LONG ET MOYEN TERME CONTRACTES A L'EXTERIEUR

150 - TIRAGES SUR PRETS MULTILATERAUX

1501 - Fonds Monétaire International

1502 - Tirages sur emprunts d'ajustement structurel multilatéraux à long et moyen terme

1503 - Tirages sur emprunts sectoriels multilatéraux à long et à moyen terme (prêts projets)

151 - TIRAGES SUR PRETS BILATERAUX

1511 - Tirages sur emprunts d'ajustement structurels bilatéraux

1512 - Tirages sur emprunts sectoriels bilatéraux Club de Paris

1513 - Tirages sur emprunts sectoriels bilatéraux hors Club de Paris

153 - TIRAGES SUR PRETS DES ORGANISMES PRIVES EXTERIEURS

1531 - Tirages sur emprunts financiers auprès d'organismes privés extérieurs

1532 - Utilisation des crédits commerciaux

16 - TIRAGES SUR EMPRUNTS A LONG ET MOYEN TERME CONTRACTES A L'INTERIEUR

161 - TIRAGES SUR EMPRUNTS A LONG ET MOYEN TERME CONTRACTES A L'INTERIEUR

1611 à 19 - Liste des tirages sur emprunts à long et à moyen terme contractés à l'intérieur

17 - REMBOURSEMENTS DES GARANTIES MISES EN ŒUVRE

171 - Remboursements des avals ou cautions mis en œuvre

1711 à 19 - Liste des remboursements des avals et cautions mis en œuvre

172 - Remboursements de la dette rétrocédée

1721 à 29 - Liste des remboursements des emprunts rétrocédés

TABLEAU DES CODES ECONOMIQUES

1. OPERATIONS FINANCIERES

15 - Remboursement de la dette à l'intérieur

150 - Remboursement de la dette extérieure multilatérale

1501 - Remboursements FMI

1502 - Remboursements des emprunts d'ajustement structurel multilatéraux à long et moyen terme

1503 - Remboursements des emprunts sectoriels multilatéraux à long et moyen terme

151 - Remboursement de la dette extérieure bilatérale

1511 - Remboursements des emprunts d'ajustement structurels bilatéraux

1512 - Remboursements des emprunts sectoriels bilatéraux Club de Paris non rééchelonnés

1513 - Remboursements des emprunts sectoriels bilatéraux hors Club de Paris non rééchelonnés

152 - Remboursement de la dette bilatérale rééchelonnée
1521 - Remboursements des dettes bilatérales rééchelonnées Club de Paris postérieures à la date butoire
1522 - Remboursements des dettes bilatérales rééchelonnées Club de Paris antérieures à la date butoire
1523 - Remboursements des dettes privées rééchelonnées Club de Londres postérieures à la date butoire
1524 - Remboursements des dettes privées rééchelonnées Club de Londres antérieures à la date butoire
1525 - Remboursements des dettes rééchelonnées auprès d'autres organismes

153 - Remboursement de la dette auprès d'organismes privés extérieurs
1531 - Remboursements des dettes extérieures financières
1532 - Remboursements des dettes extérieures commerciales

160 - Remboursement des emprunts intérieurs à long et moyen terme
1601 Remboursements des emprunts à moyen et long terme auprès des institutions financières du système bancaire
1602 Remboursements des emprunts à moyen et long terme auprès des entreprises publiques intérieures
1603 Remboursements des créances à plus de deux ans auprès des entreprises publiques intérieures
1604 Remboursements des emprunts à moyen et long terme émis sur le marché intérieur
1605 Remboursements des titres échangés contre créances (titrisation)
1606 Remboursements des prêts consolidés à long et moyen termes consentis par la BEAC.

161 Remboursements des emprunts intérieurs à moyen et long terme
1610 Remboursements des bons du Trésor supérieurs à deux ans

17 Remboursement de la dette avalisée et rétrocédée

171 Remboursements de la dette extérieure pour le compte des tiers
1711 Remboursements de la dette rétrocédée à l'intérieur
1712 Remboursements de la dette rétrocédée à l'extérieur
1713 Remboursements de la dette avalisée à l'intérieur
1714 Remboursements de la dette avalisée à l'extérieur

2. LES OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES IMMOBILISES

20. Frais amortissables, immobilisations incorporelles

201. Brevets, licences, marques, procédés, modèles, dessins, concessions
2011 Achat de brevets, licences ou marques
2012 Achat de procédés, modèles, dessins
2013 Achats de concessions

202 Etudes d'organisation
2020 Etude d'organisation
2021 Plan de forme
2022 Schémas d'organisation bureautiques ou informatiques

2023 Conception de documents tels que des manuels de procédures
2024 Elaboration des textes réglementaires ou législatifs
2025 Evaluations de projets
2026 Etude de normes
2027 Enquêtes statistiques
2028 Restructuration du personnel, amélioration de la gestion des ressources humaines

203 - Etudes de construction

2030 - Etudes préalables à la construction des bâtiments

2031 - Etudes préalables à la construction des routes, ouvrages d'art, voiries urbaines

2032 - Etudes de construction de digues et installations hydrauliques

2033 - Etudes préalables à la construction de barrages, centrales électriques, installations de câble et gros matériels de distribution de l'électricité

2034 - Etudes préalables à la construction de sites d'énergie nouvelle, éolienne, solaire ou autre

2035 - Etudes préalables à la construction d'installations pétrolières, oléoducs, distribution de gaz
2036 Etudes préalables à la construction d'aéroports

204 - Etudes économiques

2040 - Etudes d'économie générale

2041 - Etudes agricoles

2042 - Etudes forestières

2043 - Etudes sur l'élevage et l'halieutique

2044 - Etudes géologiques

2045 - Etudes industrielles

2046 - Etudes sur l'artisanat et le secteur informel

205 - Recensements, études démographiques ou de population

2050 - Recensements

2051 - Etudes démographiques

2052 - Etudes de population

206 - Etudes sociologiques et des sciences humaines

2060 - Etudes sociologiques

2061 - Autres études de sciences humaines

207 - Etudes sectorielles spécifiques

2070 - Etudes dans le domaine de la santé

2079 - Autres études sectorielles

21 - Terrains

210 - Acquisition de terrains

2100 - Terrains de construction

2100 - Achats de terrains pour espaces verts et jardins

2101 - Achat de terrains pour les cimetières

2102 - Achat de terrains de sport

2103 - Achat de terrains de sport

2104 - Achat de terrains d'exploitation agricole

2105 - Achat de terrains d'exploitation miniers ou industriels

2109 - Achat d'autres terrains

211 Indemnités de déguerpissement

2110 Indemnités de déguerpissement pour construction

2111 Indemnités de déguerpissement pour espaces verts et jardins

2112 Indemnités de déguerpissement pour les cimetières

2113 Indemnités de déguerpissement pour terrains de sport

2114 Indemnités de déguerpissement pour terrains de voirie

2115 Indemnités de déguerpissement pour terrains d'exploitation industriel ou artisanal

2116 Indemnités de déguerpissement d'exploitation agricole

2119 Indemnités de déguerpissement pour achats d'autres terrains

220 Travaux de mise en valeur des terres

2201 Dépenses pour acquisition de biens et services pour la viabilisation des terrains

2202 Travaux d'aménagement et de clôture des terrains

2203 Aménagement des espaces verts et jardins

221 Acquisition d'immeubles

2210 Acquisition de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau

2211 Acquisition de bâtiments destinés aux hôpitaux et autre centre de santé

2212 Acquisition de bâtiments destinés à des salles de classe et autres locaux destinés à l'enseignement

2213 Acquisition de bâtiments destinés aux centres sociaux, culturels ou de loisirs

2214 Acquisition de bâtiments destinés au sport

2215 Acquisition de bâtiments destinés aux cantines ou à l'hébergement

2216 acquisition de hangars ou ateliers

2217 Acquisition de bâtiments destinés à des salles de congrès ou de spectacles

2218 Acquisition d'immeubles résidentiels ou de rapport

2219 Acquisition de bâtiments destinés à d'autres usages de services publics

222 Construction, agrandissement, réhabilitation d'immeubles

2220 Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau

2221 Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments destinés aux hôpitaux et autre centre de santé

2222 Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments destinés à des salles de classe et autres locaux destinés à l'enseignement

2223 Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments destinés aux centres sociaux, culturels ou de loisirs

2224 Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments destinés au sport

2225 Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments destinés aux cantines ou à l'hébergement

2226 Construction, agrandissement, réhabilitation de hangars ou ateliers

2227 Construction, agrandissement, réhabilitation de bâtiments destinés à des salles de congrès ou de spectacles

2228 Construction, agrandissement, réhabilitation rénovation d'immeubles résidentiels ou de rapport.

2223 Rénovation et gros entretien des immeubles
2230 Rénovation, gros entretien de bâtiments administratifs non résidentiels à usage de bureau
2231 Rénovation, gros entretien de bâtiments destinés aux hôpitaux et autre centre de santé
2232 Rénovation, gros entretien de bâtiments destinés à des salles de classe et autres locaux destinés à l'enseignement
2233 Rénovation, gros entretien de bâtiments destinés aux centres sociaux, culturels ou de loisirs
2234 Rénovation, gros entretien de bâtiments destinés au sport
2235 Rénovation, gros entretien de bâtiments destinés aux cantines ou à l'hébergement
2236 Rénovation, gros entretien de hangars ou ateliers
2237 Rénovation, gros entretien de bâtiments destinés à des salles à congrès ou de spectacles
2238 Rénovation, gros entretien de bâtiments destinés à d'autres usages de services publics

224 Achats, installations et rénovations des équipements et immeubles
2240 Achats, installation et rénovation des équipements de locaux à usage de bureau
2241 Achats, installation et rénovation des climatisations
2242 Acquisition, montage et rénovations des installations électriques et de générateurs d'électricité
2243 Acquisition, montage et rénovations des installations électriques et de générateurs d'électricité
2244 Acquisition, montage et rénovations des plomberies et sanitaires
2245 Achats mobiliers et matériels pour l'équipement des logements de fonction
2246 Construction, aménagement, rénovation des réseaux d'eau
2247 Construction, aménagement, rénovation des réseaux d'assainissement
2248 Construction, aménagement, rénovation des centrales électriques et installations de distribution de l'électricité
2249 Construction, aménagement, rénovation des réseaux téléphoniques et médias

225. Voiries et réseaux, ouvrages d'art, travaux d'infrastructures
2250 Construction, aménagement, rénovation des routes, pistes et voiries
2251 Construction, aménagement, rénovation des ouvrages d'art
2252 Construction, aménagement, rénovation des ouvrages et installations hydrauliques, barrages et digues
2253 Construction, aménagement, rénovation des réseaux d'assainissement
2254 Construction, aménagement, rénovation des centrales électriques et installations de distribution de l'électricité
2255 Construction, aménagement, rénovation des réseaux téléphoniques et médias
2256 Construction, aménagement, rénovation des installations portuaires
2257 Construction, aménagement, rénovation et aéroports et aérodromes
2258 Construction, aménagement, rénovation des gares et installations ferroviaires.
2256 Achat de matériel et mobilier de bureau
2260 Achats de matériel de bureau
2261 Achats de mobilier de bureau

227 Acquisition et rénovation des machines et matériels
2270 Achats de matériels pédagogiques
2271 Achats de matériels de salle de congrès, spectacle d'équipements sportifs
2272 Acquisitions, rénovations, gros entretien de matériels et d'équipements hospitaliers
2273 Acquisitions, rénovations, gros entretien des installations et matériels de cuisine et restauration de groupe, équipement des dortoirs

2274 Acquisitions, rénovations de matériel de travaux publics
2275 Acquisitions, rénovations, gros entretien de matériel agricole
2276 Acquisitions, rénovations, des installations et matériels des services informatiques
2277 Gros achats de documentation professionnelle, rayonnages de bibliothèque
2278 Acquisition et rénovation des armements et autres matériels militaires
2279 Acquisitions, rénovations, gros entretien de matériels, machines et installations techniques spécifiques à la fonction des services

228 Acquisition des matériels de transport
2280 Achat de voitures de fonction, de liaison ou de service
2281 Achats de véhicules à 2 roues (motos, mobylettes, bicyclettes, etc)
2282 Achat de véhicules routiers de transport en commun (autocars, autobus, minicars)
2283 Achat de véhicules routiers utilitaires (camions, camionnettes)
2284 Acquisitions, rénovations des bacs
2285 Acquisitions, rénovations des navires et divers bateaux, lagunaires ou fluviaux
2286 Acquisitions, rénovations des avions et hélicoptères et autres engins aériens

229 Autres immobilisations corporelles
2601 Prises de participation dans les entreprises publiques
2602 Prises de participation dans les institutions financières publiques ou privées
2630 Prises de participation dans les entreprises privées ou sociétés d'économie mixte

5. OPERATIONS FINANCIERES A COURT TERME

51. Titres, avances et emprunts à court terme

510 Remboursements de la dette flottante
5101 Remboursements des avances
5102 Remboursements des bons du Trésor supérieurs à un an et inférieurs à deux ans 5103
Remboursements des emprunts à court terme

511. Impayés à court terme
5110 à 5199 Liste des impayés

6. OPERATIONS COURANTES

610. - Fournitures, petits matériels et entretien courant

6100 - Fournitures de bureau et techniques, petit entretien (hors carburant) des unités déconcentrées à petit budget
6101 - Achats de fournitures et petit entretien de bureau
6102 - Achats de matériels courants informatiques et bureautiques
6103 - Achat de mobilier de bureau
6104 - Achats d'autres fournitures courantes des services (hors fournitures de bureau et technique)

611 - Achat de fournitures techniques spécifiques
6110 - Documentation technique, abonnements de presse, achats de livres
6111 - Fournitures et prestations de service pour édition, impression et distribution
6112 - Pièces de rechange

6113 - Achats de vaccins ou tests et autres préventions
6114 - Fournitures pédagogiques et scolaires ou paquets minima des écoles
6115 - Frais d'alimentation spécifiques à la fonction (centres sociaux, prisons, cantines, manœuvres militaires)
6116 - Achats de médicaments et fournitures médicales (formations sanitaires uniquement)
6117 - Frais d'habillement spécifiques aux activités des services (uniformes, tenues de travail)
6118 - Achat de matières, intrants agricoles, produits vétérinaires, consommations intermédiaires
6119 - Achats de petits matériels, outillages et fournitures techniques spécifiques à la fonction

612 - Carburants et lubrifiants
6121 - Carburants et lubrifiants des véhicules automobiles
6122 - Carburants et lubrifiants des avions et aéronefs
6123 - Carburants et lubrifiants des navires, vedettes et autres engins maritimes ou fluviaux (hors bac)
6124 - Carburants et lubrifiants des bacs
6125 - Carburants et lubrifiants des machines
6129 - Carburants et lubrifiants des engins spéciaux

613 - Frais de transport
6131 - Frais de transport des agents en mission à l'intérieur
6132 - Frais de transport des agents en mission à l'étranger
6133 - Frais de relève
6135 - Frais de transport, de transit et de manutention des matériels et marchandises
6136 - Frais de colisage et d'acheminement des paquets minima

614 - Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie
6141 - Abonnements et consommations d'eau
6142 - Abonnements et consommations d'électricité
6143 - Branchement et raccordement des compteurs
6144 - Consommation de gaz et autres énergies
6145 - Carburant des groupes électrogènes
6146 - Fournitures et consommations de l'énergie solaire et autres énergies nouvelles

615 - Loyers et charges locatives
6152 - Locations de véhicules
6153 - Loyers des immeubles des services publics
6154 - Baux administratifs des logements de fonction
6155 - Locations des matériels informatiques et bureautiques
6156 - Locations des matériels techniques
6157 - Locations des salles de congrès, de conférences, de séminaires ou de spectacles

616 - Frais d'entretien, maintenance et sécurité
6161 - Entretien ordinaire des bâtiments
6162 - Entretien des ascenseurs
6163 - Entretien des installations électriques, climatiseurs, groupes électrogènes et plomberies
6164 - Entretien et maintenance des machines et matériels techniques
6165 - Entretien des matériels de télécommunication
6166 - Entretien et réparation des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques

6167 - Entretien courant des avions, navires, bacs et autres véhicules spéciaux
6168 - Grosses réparations des véhicules courants, achats des pièces de rechanges et pneumatiques
6169 - Sécurité incendie

617 - Frais de représentation, de mission, de réception et cérémonies
6171 - Indemnité de mission à l'intérieur
6172 - Indemnité de mission à l'étranger
6173 - Frais de représentation, frais d'hôtel des cabinets
6174 - Frais de réception
6175 - Fêtes officielles et cérémonies
6177 - Frais de participation aux foires, expositions et autres manifestations

618 - Rémunérations des services extérieurs
6180 - Assurances
6181 - Abonnements et consommations de téléphone, fax, télex, téléphones portables
6182 - Sites web, abonnements et consommations internet
6183 - Abonnements et consommations de radiocommunication
6184 - Affranchissement du courrier, valise diplomatique, franchise militaire
6185 - Publications, communiqués de presse, radio, télévision et frais de publicité
6186 - Honoraires et frais annexes
6187 - Frais de formation, stages et organisation de séminaires
6188 - Services extérieurs de gardiennage
6189 - Autres rémunérations des prestations extérieures

619 - Entretien des routes, voiries, ouvrages d'art et infrastructures
6191 - Entretien routier
6192 - Entretien des voiries urbaines et des équipements de voirie
6193 - Entretien des ouvrages d'art
6194 - Entretien des digues agricoles
6195 - Entretien des pistes agricoles
6196 - Entretien des installations d'électricité rurale
6197 * Entretien des installations hydrauliques
6198 - Entretien des installations portuaires et des aéroports militaires
6199 - Entretien des autres infrastructures

62. - Salaires

621. - Traitement brut du personnel sous statut général de la fonction publique
6210 - Salaire brut du personnel sous statut général de la Fonction Publique
6217 - Indemnités liées au statut général
6218 - Avantages en nature liés à la fonction
6219 - Prise en charge des nouveaux postes à créer

622. - Traitement brut du personnel sous statut particulier de la Fonction Publique (article 100 actuel)
6220 - Salaire brut du personnel sous statut particulier de la Fonction Publique
6227 - Indemnités liées aux statuts particuliers
6228 - Avantages en nature liés à la fonction
6229 - Prise en charge des nouveaux postes à créer

623.- Traitement brut des élèves en formation (article 100 actuel)

6231 - Elèves de l'ENAM

6232 - Elèves officiers pendant la durée légale

6233 - Elèves des écoles de formation professionnelle

624.- Traitement brut du personnel à solde globale

6240 - Personnel à solde globale

625 - Traitement brut du personnel hors statut

6251 - Contractuels

6252 - Décisionnaires et auxiliaires

6254 - Cotisations CNPS sur traitement des contractuels

626 - Primes, gratifications et autres indemnités hors solde

6261 - Heures supplémentaires

6262 - Gratifications

6263 - Indemnités spécifiques

6264 - Indemnités forfaitaires de tournée et de risques

6265 - Indemnité de billetage

6266 - Indemnités de permanence

6267 - Primes de rendement

6268 - Primes pour travaux spéciaux

6269 - Primes spécifiques

627 - Rémunération du personnel hors solde

6271 - Rémunération des techniciens étrangers

6272 - Rémunération du personnel sous contrat en poste à l'étranger (ambassades et représentations)

6273 - Recrutements spéciaux

6274 - Rémunération des gens de maison

628 - Rémunération du personnel temporaire

6281 - Prise en charge de chercheurs

6282 - Prise en charge d'enseignants

6283 - Prise en charge de médecins ou personnel médical

6287 - Prise en charge de personnels temporaires spécifiques

6288 - Prise en charge de personnels occasionnels et saisonniers

629 - Autres dépenses de personnel

6291 - Allocations familiales

6292 - Assistance décès

6293 - Prime d'alimentation des militaires

6294 - Aides et secours exceptionnels au personnel

63 - Impôts et taxes à verser

631 - Impôts, taxes et versements assimilés

6310 - Impôts et versements assimilés

6312 - Taxes douanières

64 - Frais financiers

641 - Frais financiers ordinaires

6410 - Frais bancaires

642 - Intérêts et commissions des emprunts intérieurs à long et moyen terme

6421 - Intérêts et commissions des emprunts à long et moyen terme auprès des institutions financières et du système bancaire intérieur

6422 - Intérêts et commissions des emprunts à long et moyen terme auprès des entreprises publiques intérieures

6423 - Intérêts et commissions des créances à plus de deux ans auprès des entreprises publiques intérieures

6424 - Intérêts et commissions des emprunts à long et moyen terme émis sur le marché intérieur

6425 - Intérêts et commissions des titres échangés contre créances (titrisation)

6426 - Intérêts et commissions des prêts à long et moyen terme consentis par la BEAC

643 - Intérêts des bons du trésor

6430 - Intérêts des bons du trésor non négociables

644 - Intérêts et commissions de la dette extérieure multilatérale

6441 - Intérêts et commissions FMI

6442 - Intérêts et commissions des emprunts d'ajustement structurel multilatéraux à long et moyen terme

6443 - Intérêts et commissions des emprunts sectoriels multilatéraux à long et moyen terme (prêts projets)

645 - Intérêts et commissions de la dette extérieure bilatérale

6451 - Intérêts et commissions de la dette extérieure bilatérale

6452 - Intérêts et commissions des emprunts sectoriels bilatéraux Club de Paris non rééchelonnés

6453 - Intérêts et commissions des emprunts sectoriels bilatéraux hors Club de Paris non rééchelonnés

646 - Intérêts et commissions rééchelonnées de la dette extérieure

6461 - Intérêts et commissions des dettes bilatérales rééchelonnées Club de Paris postérieures à la date butoire

6462 - Intérêts et commissions des dettes bilatérales rééchelonnées Club de Paris antérieures à la date butoire

6463 - Intérêts et commissions des dettes bilatérales rééchelonnées Club de Londres postérieures à la date butoire

6464 - Intérêts et commissions des dettes bilatérales rééchelonnées Club de Londres antérieures à la date butoire

6465 - Intérêts et commissions des dettes rééchelonnées auprès d'autres organismes

647. Intérêts et commissions de la dette auprès d'organismes privés extérieurs Code nature Libellé

6471 Intérêts et commissions des dettes extérieures financières

6472 Intérêts et commissions des dettes extérieures commerciales

648 - Intérêts et commissions de la dette rétrocédée et de la dette avalisée

6481 - Intérêts et commissions de la dette rtrocede l'intrieur
6482 - Intrts et commissions de la dette rtrocede l'extrieur
6483 - Intrts et commissions de la dette avalise l'intrieur
6484 - Intrts et commissions de la dette avalise l'extrieur
649 - Intrts et commissions de la dette flottante intrieure Code nature Libell
6491 - Intrts et commissions des concours suprieurs un an
6492 - Intrts et commissions des titres et crances ngociables et des bons du trsor ngociables
65 - Subventions verser
651 - Subventions d'quilibre aux tablissements marchands
6512 - Subventions aux entreprises d'Etat
6513 - Subventions aux entreprises prives
652 - Subventions de fonctionnement aux tablissements non marchands
6521 - Subventions de fonctionnement aux EPA et autres organismes
6524 - Subventions de fonctionnement aux ONG et associations
6525 - Subventions de fonctionnement aux formations sanitaires
6526 - Subventions de fonctionnement aux universits et grandes coles
6527 - Subventions de fonctionnement aux tablissements scolaires
6528 - Subventions de fonctionnement aux tablissements sociaux
6529 - Subventions de fonctionnement aux tablissements culturels et sportifs
653 - Subventions d'quipement
6531 - Subventions en capital aux EPA et autres organismes
6532 - Subventions en capital aux entreprises d'Etat
6533 - Subventions en capital aux entreprises prives
6534 - Subventions en capital aux ONG et associations
6535 - Subventions en capital aux formations sanitaires
6536 - Subventions en capital aux universits et grandes coles
6537 - Subventions en capital aux tablissements scolaires
6538 - Subventions en capital aux tablissements sociaux
6539 - Subventions en capital aux tablissements culturels et sportifs

66 - Transferts verser

661 - Prestations sociales
6611 - Pensions civiles
6612 - Pensions militaires
6613 - Rente viagre et indemnits pour accident de travail
6614 - Rente viagre d'anciennet
6615 - Capital dcs
6616 - Frais d'hospitalisation d'urgence et d'vacuation sanitaire
6617 - Aides et secours
6618 - Contribution aux frais de transport des lves et tudiants

662 - Transferts courants aux autres units administratives
6621 - Transferts aux collectivits locales
6622 - Transferts au Fonds Routier
6623 - Transferts au Fonds Forestier
6624 - Transferts aux comptes d'affectation spciale
6627 - Transferts aux fonds spciaux
6628 - Autres transferts courants aux autres units administratives

663 - Plan d'organisation d'effectifs
6630 - POE

664 - Contributions aux organisations internationales
6641 - Cotisation à des organisations internationales
6642 - Contributions au capital des organisations internationales
6643 - Contributions diverses

67 - Autres charges
671 - Opérations de dépenses hors achats de biens et services
6711 - Rapatriements sanitaires
6712 - Frais funéraires
6713 - Frais de contentieux et frais de condamnation de l'Etat
6716 - Provisions pour élections
672 - Transferts courants aux administrations, entreprises et ménages
6721 - Bourses d'études
6722 - Indemnités versées aux parlementaires
6723 - Indemnités versées aux conseillers
6724 - Concours, récompenses et distinctions honorifiques
6725 - Créateurs artistiques et culturels
6726 - Indemnités versées aux assesseurs des tribunaux
6727 - Plans sociaux
673 - Pertes exceptionnelles
6731 - Pertes de change

69 - Provisions
690 - Provisions
6901 - Provisions de fonctionnement
6902 - Provisions d'investissement

TABLEAU DES CODES RECETTES BUDGETAIRES

Code nomenclature Libellés recettes

CLASSE RECETTES SUR RESSOURCES A LONG ET MOYEN TERME 1 15 TIRAGES
SUR EMPRUNTS A LONG ET MOYEN TERME CONTRACTES A L'EXTERIEUR 15

Tirages sur prêts multilatéraux

1501 - Fonds Monétaire International
1502 - Tirages sur emprunts d'ajustement structurel multilatéraux à long et moyen terme
1503 - Tirages sur emprunts sectoriels multilatéraux à long et moyen terme (prêts projets)

151 - Tirages sur prêts bilatéraux

1511 - Tirages sur emprunts d'ajustement structurel bilatéraux
1512 - Tirages sur emprunts sectoriels bilatéraux Club de Paris
1513 - Tirages sur emprunts sectoriels bilatéraux hors Club de Paris

153 - Tirages sur prêts des organismes privés extérieurs

1531 - Tirages sur emprunts financiers auprès d'organismes privés extérieurs
1532 - Utilisation des crédits commerciaux

16 Tirages sur emprunts à long et moyen terme contractés à l'intérieur

161. Tirages sur emprunts à long et moyen terme contractés à l'intérieur
1611 à 19 - Liste des tirages sur emprunts à long et moyen terme contractés à l'intérieur

17 - Remboursements des garanties mises en œuvre
171 - Remboursements des avals ou cautions mis en œuvre
1711 à 18 - Liste des remboursements des avals et cautions mis en œuvre
172 - Remboursements de la dette rétrocédée
1721 à 29 - Liste des remboursements des emprunts rétrocédés

CLASSE 1 RECETTES SUR CESSIONS DE VALEURS IMMOBILIERES 20 RECETTES EN CAPITAL SUR LES PRODUITS DE LA CESSION D'ACTIFS CORPORELS

201 - Produits des cessions de droits
2011 à 99 - Produit de la cession de droits
209 - Autres ventes ou cessions d'actifs incorporels
2091 à 99 - Produits des autres ventes ou cessions d'actifs incorporels

21 RECETTES EN CAPITAL SUR LES PRODUITS DE LA VENTE DE TERRAINS

211 - Produits des cessions de terrains
2111 - Produit de la cession d'espaces verts et jardins
2112 - Produit de la cession de terrains de développement collectifs
2113 - Produit de la cession de terrains pour installations sportives
2114 - Produit de la cession de terrains de voirie
2115 - Produit de la cession de terrains d'exploitation industrielle, artisanale ou commerciale
2116 - Produit de la cession de terrains d'exploitation agricole
2119 - Produit de la cession de terrains de construction
2217 à 99 - Produits de la vente des immeubles administratifs
2231 à 39 - Listes des ventes de véhicules

26 RECETTES EN CAPITAL SUR LES PRODUITS DE CESSIONS DE TITRES ET REMBOURSEMENT DES PRETS

261 - Cessions de participations dans le capital des sociétés publiques et parapubliques
2611 à 99 - Liste des participations concernées

CLASSE 5 RECETTES SUR EMPRUNTS ET AVANCES A COURT TERME

51 TITRES, AVANCES ET PRETS A COURT TERME

511 - Bons du trésor supérieurs à un an
5112 - Titres à court terme supérieurs à un an des organismes spécialisés
5113 - Bons de caisse supérieurs à un an souscrits auprès des banques
5114 - Autres titres à court terme supérieurs à un an

512 - Remboursement des avances consenties
5121 - Remboursement des avances à court terme supérieures à un an
513 - Remboursement des prêts à court terme
5131 - Remboursement des prêts à court terme supérieurs à un an

CLASSE 7 RECETTES SUR PRODUITS ET PROFITS PAR NATURE

71 RECETTES ET VENTES ACCESSOIRES DES SERVICES ADMINISTRATIFS

710/1/2 DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS

- 7101 - Frais de visas
- 7102 - Frais de délivrance des actes judiciaires et extrajudiciaires des dossiers
- 7103 - Frais de constitution des dossiers
- 7104 - Contributions aux frais de scolarité
- 7105 - Frais d'examens et de concours
- 7106 - Commissions de transfert
- 7107 - Déclarations d'importation
- 7108 - Frais de scolarité et d'internat dans les écoles de formation
- 7109 - Frais de scolarité dans les écoles de formation
- 7110 - Certificats médicaux et médicaux légaux
- 7111 - Frais d'inscription et de formation dans les centres de formation professionnelle d'employés de bureau et des métiers industriels
- 7112 - Contribution au titre des agréments des bureaux ou offices privés de placement des travailleurs
- 7113 - Contribution au titre des agréments des entreprises de travail temporaire
- 7114 - Frais de scolarité de l'Ecole Nationale des Assistants des Affaires Sociales
- 7115 - Frais d'élaboration des permis de conduire
- 7116 - Frais d'élaboration des cartes grises
- 7117 - Droits sur la délivrance des cartes des contribuables
- 7118 - Droits sur les travaux topographiques et cadastraux
- 7120 - Droits sur la délivrance des cartes de contribuables
- 7121 - Droits sur les décisions de justice
- 7122 - Frais de délivrance des passeports et laissez-passer
- 7123 - Frais de délivrance des cartes d'identité et de séjour

714/5 VENTES ACCESSOIRES DE BIENS

- 7141 - Ventes de cartouches dans les cartoucheries
- 7142 - Frais de séjour dans les centres d'accueil du MINDEF
- 7143 - Formation, reproduction de documents aux archives nationales
- 7144 - Prises de vues aériennes
- 7145 - Ventes du programme général des échanges
- 7146 - Ventes des produits de fermes
- 7147 - Interventions dans les cliniques vétérinaires
- 7148 - Vaccinations (vétérinaires)
- 7149 - Ventes des cartes géologiques
- 7150 - Recettes relatives à la vente d'or
- 7151 - Recettes relatives à la vente des produits pétroliers
- 7152 - Recettes des forages
- 7153 - Ventes aux enchères des produits fauniques
- 7154 - Frais de cession des médailles
- 7135 - Produits des activités des centres de promotion de la femme

7160/70/80 VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES

- 7168 - Recettes de garage administratif
- 7169 - Agrément des activités touristiques et hôtelières
- 7171 - Utilisation de la main d'œuvre pénale
- 7172 - Prestations des hôpitaux militaires

7173 - Visite des musées, expositions, sites et monuments historiques
7174 - Recettes des rencontres sportives, des spectacles et manifestations culturelles
7175 - Recettes des Centres de Jeunesse et d'Animation
7176 - Inscription au fichier import/export
7177 - Inspection des appareils de pression à gaz
7178 - Recettes des services de l'environnement et des forêts
7179 - Frais de passage sur les bacs
7180 - Hospitalisations
7181 - Consultations
7182 - Accouchements
7183 - Recouvrement des coûts de la santé
7184 - Morgues
7185 - Recettes du Centre National de Réhabilitation des Handicapés
7186 - Recettes du péage
7187 - Recettes de pesage
7188 - Visites techniques

719 LOYERS DES IMMEUBLES ET REVENUS DES DOMAINES

7191 - Revenu des immeubles publics loués
7192 - Revenu des logements occupés par les fonctionnaires et agents
7193 - Frais de location des engins du MINDEF
7194 - Location des salles de spectacle
7195 - Loyers des terrains
7196 - Autres revenus des domaines

72 PRODUIT DES IMPORTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES PATRIMOINES

721 IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES

7211 Impôt général sur les revenus des personnes physiques
7212 Taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux
7213 Taxe proportionnelle sur les bénéfices des professions artisanales
7214 Taxe proportionnelle sur les revenus fonciers
7215 Taxe proportionnelle sur les revenus agricoles
7216 Taxe proportionnelle sur les traitements, pensions et rentes viagères
7217 Taxe proportionnelle sur les revenus non commerciaux 7218 Taxe proportionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers 7219 Surtaxe progressive

723 IMPOTS SUR LES BENEFICES DES SOCIETES

7231 - Impôts sur les sociétés non pétrolières
7232 - Impôts sur les sociétés pétrolières
724 - Impôts sur les revenus servis aux personnes domiciliées hors Cameroun
7245 - Taxe spéciale de 15% sur les revenus servis aux personnes physiques et morales domiciliées hors Cameroun
725 - Impôts sur les gains en capital et les plus-values de cession
7251 - Impôts sur les plus-values sur cession immobilière réalisées hors bilan par les personnes physiques
7259 - Impôts sur les autres gains en capital
726 - Impôts sur les gains en capital et les plus-values de cession
7261 - Impôts sur les plus-values sur cession immobilière des personnes physiques

- 7269 - Reliquat sur taxe d'apprentissage
- 727 - Impôts sur la propriété
- 7271 - Droits d'enregistrement sur les mutations par décès
- 7282 - Droits d'enregistrement sur les mutations entre vifs à titre gratuit
- 7283 - Droits d'enregistrement sur les mutations immobilières
- 7284 - Droits de bail
- 7285 - Droits d'enregistrement des marchés
- 7286 - Taxe spéciale sur les sociétés
- 7289 - Droits sur les autres mutations et transactions

73 PRODUIT DES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES

- 730 - Taxes sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires
- 7301 - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- 7302 - TVA à l'importation
- 731 - Taxes sur les produits déterminés et droits d'assise
- 7311 - Taxes sur les produits pétroliers (TSPP)
- 7312 - Vignette sur les tabacs et produits manufacturés
- 7318 - Droits d'assise
- 732 - Taxes sur des services déterminés
- 7321 - Taxe à l'essieu
- 7322 - Taxe sur la distribution des crédits
- 7323 - Taxe forfaitaire sur les jeux de hasard et les divertissements
- 7324 - Taxe d'inspection des produits de la pêche
- 7325 - Taxe d'inspection sanitaire et vétérinaire
- 733 - Impôts sur le droit d'exercer une activité professionnelle
- 7331 - Redevance forestière annuelle
- 7332 - Droits d'exploitation de la pêche
- 7333 - Droits sur la constitution et la fusion des sociétés
- 7334 - Autorisation de spectacles
- 7335 - Droits de collecte des substances précieuses
- 7336 - Droits superficiaires des permis d'exploitation
- 7337 - Renouvellement des autorisations de prospection 734 Impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités
- 7341 - Droit de timbre sur les automobiles
- 7342 - Droit de timbre sur permis et licences de chasse ou de pêche
- 7343 - Droit de timbre sur permis de capture d'animaux non protégés
- 7344 - Droit de timbre sur permis de collecte des dépouilles et animaux
- 7345 - Taxe de collecte des peaux et dépouilles - autre taxe forfaitaire
- 7346 - Droit de timbre sur permis de recherche à but scientifique
- 7347 - Droit de timbre sur certificats d'immatriculation des appareils de jeux de hasard
- 7348 - Droit de timbre sur permis de port d'arme
- 735 - Autres impôts et taxes sur les biens et services
- 7351 - Taxes d'abattage
- 7352 - Taxes d'entrée d'usine
- 7353 - Taxes d'exploitation
- 7354 - Taxes sur les pâturages assainis
- 7355 - Taxes à l'extraction des carrières
- 7356 - Redevance à la production des eaux
- 7357 - Taxes de transfert

- 7358 - Frais de vente de quotas à l'export
- 7359 - Prix de vente des produits forestiers
- 736 - Droits et taxes à l'importation
- 7361 - Précompte à l'importation
- 7362 - Droits de douane à l'importation
- 7363 - Droits de douane sur le pétrole
- 737 - Droits et taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur
- 7371 - Droit unique de sortie sur les marchandises hors bois
- 7372 - Droit unique de sortie sur les bois
- 7373 - Surtaxe à l'exportation des produits forestiers
- 7374 - Taxe d'inspection sanitaire et vétérinaire à l'exportation
- 7375 - Taxe informatique douane
- 7379 - Autres taxes budgétaires sur le commerce extérieur
- 738 - Droits d'enregistrement et de timbre
- 7381 - Enregistrements sur minutes, brevets, originaux ou sur déclaration
- 7382 - Timbre fiscal et timbre gradué
- 7383 - Timbres en débêt
- 7384 - Timbres sur les permis de conduire
- 7385 - Timbres sur les cartes grises
- 7386 - Timbres de délivrance des passeports et laissez-passer
- 7387 - Timbres sur les connaissements et les contrats de transport
- 7388 - Timbres d'aéroport
- 7389 - Timbres sur la publicité
- 739 - Autres impôts et taxes non classés ailleurs
- 7398 - Pourcentages attribués à l'Etat sur taxes au profit des collectivités locales
- 7399 - Surtaxe progressive au taux maximum et pénalités

74 REVENUS DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET PRODUITS FINANCIERS A RECEVOIR

- 741 - Revenus provenant des entreprises
- 7411 - Revenus de diverses compagnies pétrolières
- 745 - Produits financiers à recevoir
- 7451 - Rémunération des dépôts bancaires
- 7452 - Intérêts des obligations
- 7453 - Intérêts des bons et effets
- 7454 - Intérêts des autres titres
- 7455 - Intérêts des prêts
- 7456 - Dividendes des actions et participations
- 7457 - Rémunération des avals accordés par l'Etat

76 - TRANSFERTS A RECEVOIR

- 761 - Cotisations aux caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés relevant des administrations publiques
- 7611 - Cotisations des fonctionnaires
- 7612 - Cotisations patronales des différents niveaux de l'administration

- 762 - Cotisations aux caisses de protection sociale des fonctionnaires et assimilés relevant des administrations publiques

7621 - Cotisations des fonctionnaires
7622 - Cotisations patronnales des différents niveaux de l'administration

763 - Dons de la coopération multilatérale mondiale
7631 - International Development Association (IDA)
7632 - Fonds International de développement agricole (FIDA)
7633 - Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)
7634 - Dons des Fonds Africains de Développement (FAD)
7635 - Dons de la Banque Arabe pour le Développement
7636 - Dons de la banque Islamique pour le Développement

764 - Dons de la coopération multilatérale de l'Union Européenne
7641 - Dons des Fonds Européens de développement (FED)
7642 - Dons de l'Union Européenne STABEX
7645 - Autres dons de l'Union Européenne
7656 - Dons de la coopération bilatérale des pays de l'Union Européenne et des autres pays d'Europe
7651 - Dons de la France et du FAC
7652 - Dons de l'Allemagne et de la GTZ
7653 - Dons du Royaume Uni
7654 - Dons des Pays-Bas
7655 - Dons de la Belgique
7656 - Dons du Luxembourg
7657 - Dons de l'Italie
7658 - Dons de l'Espagne
7659 - Dons du Portugal
7660 - Dons de la Grèce
7661 - Dons du Danemark
7662 - Dons de la Suède
7663 - Dons de la Finlande
7664 - Dons de l'Irlande
7665 - Dons de l'Autriche
7666 - Dons de la Suisse
7667 - Dons de la Norvège
7668 - Dons de la Russie
7669 - Dons autres pays d'Europe

767 - Dons de la coopération bilatérale des pays d'Asie
7671 - Dons du gouvernement chinois
7672 - Dons du gouvernement japonais (JICA) et du Fonds japonais de coopération d'outre-mer (OECE)
7673 - Dons de la Corée du Sud et des autres pays d'Extrême-Orient
7674 - Dons d'Israël
7675 - Dons de l'Arabie Saoudite et des émirats
7676 - Dons des autres pays d'Asie
7677 - Dons des autres pays d'Asie
7678 - Dons des autres pays d'Asie
7679 - Dons des autres pays d'Asie

768 - Dons de la coopération bilatérale des pays d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie
7681 - Dons de l'Afrique du Sud
7682 - Dons des autres pays d'Afrique
7683 - Dons des autres pays d'Afrique
7684 - Dons des autres pays d'Afrique
7685 - Dons du Canada
7686 - Dons des Etats-Unis
7687 - Dons des autres pays d'Amérique
7688 - Dons des autres pays d'Amérique
7689 - Dons de l'Australie et des autres pays de l'Océanie

769 - Dons exceptionnels de la coopération internationale
7691 - Dons exceptionnels multilatéraux 7692 Dons exceptionnels bilatéraux France
7699 - Autres dons exceptionnels

77 - AUTRES PRODUITS ET PROFITS DIVERS

7711 - Amendes pénales
7712 - Amendes civiles
7713 - Amendes pour infractions à la réglementation de l'exploitation cinématographique
7714 - Amendes pour infractions à la réglementation des changes
7715 - Amendes suite aux contrôles métrologiques
7716 - Amendes consécutives aux contrôles phytosanitaires
7717 - Amendes des établissements classés dangereux, insalubres et incommodes
7718 - Produits des amendes, transactions, dommages et intérêts du MINEF
7721 - Recettes des bons de caisse impayés
7722 - Reversement de la Société de Recouvrement des Créances

CODIFICATION DES CAPITALES ET AUTRES VILLES

Ambassades, Hauts-Commissariats et Consuls en Afrique (Code 51)

5101 - Bangui
5102 - Brazzaville
5103 - Libreville
5104 - Malabo
5105 - Bata
5106 - Ndjamena
5107 - Kinshasa
5108 - Kigali
5109 - Khartoum
5110 - Sao Tomé
5111 - Lagos
5112 - Calabar
5113 - Abidjan
5114 - Conakry
5115 - Dakar
5116 - Cotonou
5117 - Lomé
5118 - Accra

5119 - Niamey
5120 - Freetown
5141 - Alger
5143 - Tunis
5144 - Tripoli
5145 - Le Caire
5151 - Addis-Abeba
5152 - Mogadiscio
5154 - Kampala
5155 - Dar es Salam
5171 - Luanda
5172 - Maputo
5173 - Lusaka
5174 - Prétoria

Ambassades, Hauts-Commissariats et Consultats en Amérique (Code 52)

5201 - Ottawa
5202 - Washington
5203 - Prinstone
5205 - Brasilia

Ambassades, Hauts-Commissariats et Consultats en Asie et Océanie (Code 53)

5301 - Ankara
5302 - Tel-Aviv
5303 - Beyrouth
5304 - Riyad
5305 - Koweit
5306 - Abu Dhabi
5307 - Doha
5308 - Bahrein
5309 - Bagdad
5311 - Pékin
5312 - Tokyo
5313 - Téhéran
5314 - Seoul
5315 - Pyongyang

Ambassades, Hauts-Commissariats et Consultats en Europe (Code 54)

5402 - Madrid
5403 - Paris
5404 - Marseille
5405 - Rome
5406 - Berlin
5407 - Bruxelles
5408 - Londres
5409 - La Haye
5410 - Berne

5411 - Luxembourg
5412 - Oslo
5413 - Stockholm
5414 - Helsinki
5415 - Belgrade
5416 - Athènes
5417 - Copenhague
5418 - Vienne
5420 - Moscou

CODIFICATION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Ambassades, Délégations et Représentations (Codes 55 et 56)

5501 - Ambassade au Saint Siège
5503 - Ambassade à l'Ordre de Malte
5601 - Délégation à New-York - ONU
5602 - Délégation à Genève
5603 - Représentation auprès de l'UNESCO à Paris
5607 - Représentation auprès de l'OACI à Montréal
5608 - Représentation à l'OCI
5608 - Représentation à l'ONUDI

TABLE DE MATIERES

I - LA STRUCTURE DU NUMERO D'IMPUTATION BUDGETAIRE

[L'Imputation budgétaire des dépenses](#)
[L'Imputation Budgétaire des recettes](#)
[L'Année Budgétaire](#)
[Le Chapitre Budgétaire](#)
[La Section Budgétaire](#)
[L'Article Budgétaire](#)
[Le Paragraphe Budgétaire](#)

II - LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

PRESENTATION GENERALE

[La Notion de Fonction](#)
[La définition de la Classification Fonctionnelle](#)
[La Structure de la Classification Fonctionnelle](#)

PRESENTATION DETAILLEE

[Les Secteurs d'Activités de l'Etat](#)
[Les grandes Fonctions de l'Administration](#)

Les fonctions secondaires

La liste classées des fonctions principales et des fonctions secondaires réparties par secteurs

- Souveraineté

- Défense et Sécurité

- Administration Générale et Financière

- Enseignement, Formation et Recherche

- Communication, Culture, Loisirs et Sports

- Santé

- Affaires sociales

- Infrastructures

- Production et Commerce

- Dépenses non réparties par fonctions

III - LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE

PRESENTATION GENERALE

La définition de la nomenclature des unités administratives destinataires de la dépense

La structure de la classification des unités administratives destinataires de la dépense

PRESENTATION DETAILLEE

Les Catégories de service des unités Administratives

La localisation géographiques des unités administratives

Le N° d'ordre des Unités administratives

IV - LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES OPERATIONS BUDGETAIRES EN DEPENSE

PRESENTATION GENERALE

La définition de la classification économique

La structure de la classification économique

PRESENTATION DETAILLEE

Les classes et les catégories de dépense

Les groupes de natures de dépense

Le lignes budgétaires identifiant les natures de dépense

V - LA CLASSIFICATION DES OPERATIONS BUDGETAIRES EN RECETTES

PRESENTATION GENERALE

La définition de la nomenclature des recettes

La structure de la classification des recettes

Les classes et catégories de recettes

PRESENTATION DETAILLEE

Les groupes de recettes de la catégorie 72 : les impôts sur les revenus, les bénéfices et les patrimoines

Les groupes de recettes de la catégorie 73 : les recettes fiscales sur les biens et services

Les recettes non fiscales

les transferts à recevoir 76, les amendes et condamnations pécuniaires 77

Les recettes en capital
Les tirages aux emprunts contactés

TABLEAUX DIVERS

Tableau des codes économiques
Tableaux des codes recettes budgétaires
Tableau des codes départements et arrondissements par province
Codification des capitales et autres villes
Codification des organisations internationales